

SECRETARIAT GENERAL



DR

Bamako, le 16 AVR. 2010

Le Ministre de l'Economie et des Finances

A

N° 1011194 MEF-SG

Le Ministre de l'Education, de
l'Alphabétisation et des Langues
Nationales

OBJET: Validation CDMT du secteur de l'Education

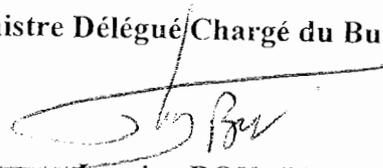
Sur la base des conclusions de la réunion du comité de validation des CDMT tenue le 1^{er} avril 2010, j'ai l'honneur de vous notifier mon accord pour la validation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2010-2012 de votre département.

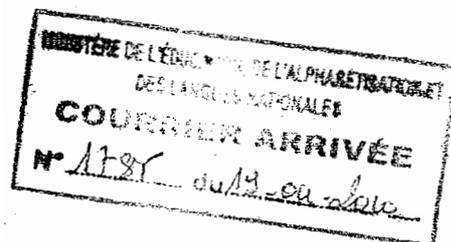
Cependant, j'attire votre attention sur le fait que, comme dans toute programmation pluriannuelle glissante, le CDMT est actualisé en tenant compte de l'évolution de l'environnement macro budgétaire.

Je vous remercie de votre collaboration

Le Ministre Délégué Chargé du Budget




Lassine BOUARE
Chevalier de l'Ordre National



MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

MINISTERE DE L'EDUCATION,
DE L'ALPHABETISATION ET DES
LANGUES NATIONALES

SECRETARIATS GENERAUX

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE –UN BUT – UNE FOI

**CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME (2010-2012)
Secteur de l'Education**

Avril 2010

MINISTERES EN CHARGE DE L'EDUCATION

CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE

LE TBS PAR REGION : 2008 - 2009

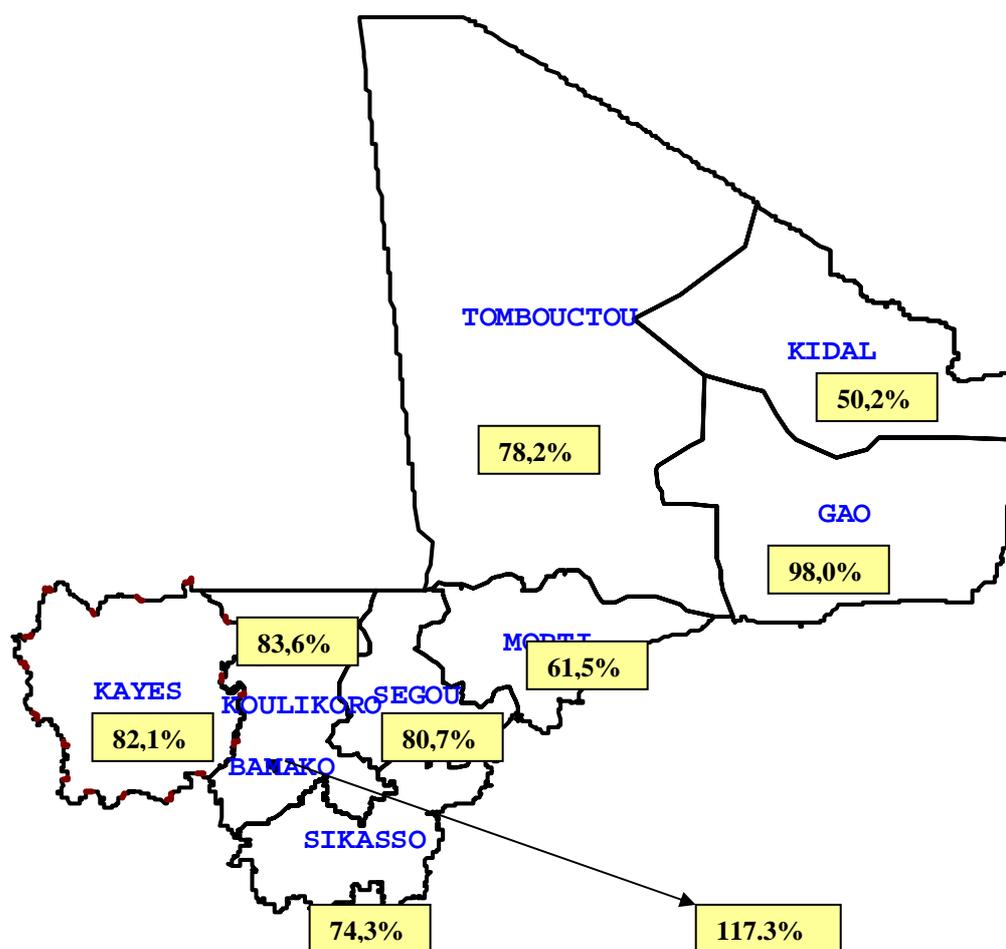


TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS	4
I. NOTE DE PRESENTATION	5
II. La situation du pays.....	6
III. Les objectifs du programme	7
IV. PROGRAMMATION 2010 - 2012	9
a. Présentation succincte du modèle	9
b. Rappel des résultats de Paris.....	9
c. Résultats de Paris versus ressources de la LF/ CBMT.....	Erreur ! Signet non défini.
C.1 Analyse des charges récurrentes	Erreur ! Signet non défini.
C.2 Analyse des investissements	Erreur ! Signet non défini.
d. Evaluation du financement à rechercher	11
e. Répartition des dépenses.....	13
ANNEXE	14
ANNEXE I : LA REPARTITION DES DEPENSES	15
I. Par ordre et type d'enseignement.....	15
II Par programme.....	16
III. Par programme et par rubrique budgétaire	16
Annexe II : Les prévisions de financements extérieurs de 2010.....	18
ANNEXE III : SCENARIO RETENU.....	19

LISTE DES ABREVIATIONS

CAF :	Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle
CAFé :	Centre d'Apprentissage Féminin
CAP :	Centre d'Animation Pédagogique
CBMT :	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT :	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CED :	Centre d'Education pour le Développement
CENOU :	Centre National des Œuvres Universitaire
DGB :	Direction Nationale du Budget
DPE :	Développement de la Petite Enfance
ETP :	Enseignement Technique et Professionnel
FTI :	Initiative accélérée de scolarisation
IFM :	Institut de Formation des Maîtres
LF :	Loi de Finances
MEALN :	Ministère de l'Education de l'Alphabétisation et des Langues Nationales
MSFE :	Modèle de simulation financière de l'éducation
NF :	Non Formel
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
PIB :	Produit Intérieur Brut
PISE :	Programme d'Investissement du Secteur de l'Education
PRODEC :	Programme Décennal de Développement de l'Education
REM :	Ratio Elèves par Maître
SOTELMA :	Société des Télécommunications du Mali
TBS :	Taux brut de scolarisation
IUG :	Institut Universitaire de Gestion
ISFRA :	Institut Supérieur pour la Formation et la Recherche appliquée

I. NOTE DE PRESENTATION

Le secteur de l'éducation a connu un grand développement depuis l'adoption du Programme Décennal de Développement de l'Education (PRODEC) par le Gouvernement de la République du Mali et la mise en œuvre de la première phase du Programme d'Investissement Sectoriel de l'Education (PISE I).

Le Gouvernement du Mali s'est engagé, conformément au Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) et au Projet de Développement Economique et Social (PDES), à mettre en œuvre une politique de développement éducatif davantage orientée vers les attentes des pauvres.

La politique de l'Education au Mali, telle que définie dans le PRODEC, est largement ressortie dans le CSCR 2007-2011 au niveau de l'orientation stratégique « Renforcement du secteur social ». Cette orientation stratégique met l'accent sur une meilleure prestation des principaux services sociaux de base, particulièrement l'éducation, la santé, l'eau potable, l'assainissement et l'habitat.

Cette orientation stratégique met l'accent sur le besoin d'actions spécifiques et correctives pour assurer le droit des pauvres aux prises de décisions et pour réduire les disparités entre régions, entre communes, entre milieux urbain-rural et entre sexes.

Le PISE se présente comme l'opérationnalisation financière du PRODEC. Il a prévu des financements étalés sur trois phases successives conçues de manière à corriger les dysfonctionnements qui handicapent le système éducatif : 2001 – 2004 (prorogée à fin 2005), 2006 – 2008 (prorogée en 2009) et 2010 – 2012.

Pour sa part, le Mali va mobiliser des ressources nationales plus accrues en faveur de l'éducation. En effet, lors du Forum National sur l'Education, le Président de la République, Chef de l'Etat, s'est engagé à tenir sa promesse électorale consignée dans le PDES 2007/2012, à savoir que le budget de l'éducation, qui était de 30,98% du budget d'Etat 2008 rectifié, atteindra 35 % en 2012. Cet effort national, dans son entendement devra permettre la mise en place d'un système éducatif performant. Aussi, a-t-il invité les acteurs de la communauté éducative, participants au Forum National sur l'Education, de gagner le pari d'œuvrer ensemble pour sortir notre système éducatif des maux dont il souffre et « aller résolument vers l'école de nos besoins en lieu et place de l'école de nos habitudes. »

Pour lui, il s'agit entre autres, d'envisager la conception, l'élaboration, l'adoption et la mise en application d'un Pacte National pour l'Education, articulé autour : du respect des valeurs de base de l'école (l'éthique, la déontologie, la discipline, le travail, le mérite, la réussite et la responsabilité) ; du comportement responsable de l'ensemble des acteurs, notamment des parents et de l'administration scolaire ; d'une gestion optimale des ressources (en particulier des enseignements de qualité) ; de la valorisation de la fonction enseignante et de la bonne articulation entre les différents niveaux d'enseignement.

La troisième phase est bâtie autour de sept (7) grandes composantes qui correspondent aux programmes suivants :

Programme 1 : Administration Générale (composante 7), Programme 2 : Education de Base (composante 1), Programme 3 : Enseignement Secondaire Général (composante 2), Programme 4 : Enseignement Technique et Professionnel (composante 3), Programme 5 : Enseignement Supérieur (composante 5), Programme 6 : Recherche Scientifique (composante 6) et Programme 7 : Formation Professionnelle (composante 4).

Au cours de l'élaboration du présent CDMT, le constat majeur a été la sous estimation dans le modèle de simulation des ressources nationales par rapport aux prévisions du CBMT. Pour compenser cette insuffisance relevée, des ratios ont été ajustés et des dépenses ont été ajoutées.

Ainsi, afin d'analyser le financement du programme sur les trois ans, deux principales sources de financements ont été retenues : l'Etat et les PTF. Les contributions de l'Etat et celles des PTF ressortent dans deux documents principaux que sont la Loi de Finances pour 2010 (la Loi de finances remplaçant la première année du CBMT 2010-2012) et le CBMT pour 2011 et 2012. Il convient de signaler que la contribution des PTF dans la LF 2010 a été diminuée d'un montant forfaitaire estimé à 8 milliards F CFA au titre des frais d'agences et d'assistance technique des PTF.

L'exploitation des informations a permis de bâtir un CDMT prudent, crédible et réaliste avec un GAP acceptable représentant moins de 8,8% de nos dépenses.

FINANCEMENT A RECHERCHER

Financement à rechercher	En millions FCFA			
	2 010	2 011	2 012	Total
Total ressources	229 465	250 844	263 238	743 546
Total besoins	230 094	283 985	301 059	815 139
GAP	- 629	- 33 142	- 37 821	- 71 592
Pourcentage par rapport aux dépenses	-0,3%	-11,7%	-12,6%	-8,8%

Il y a lieu de signaler ici, que le modèle de simulation n'avait pas pris en compte les dépenses liées aux institutions de recherche rattachées aux ministères en charge de l'éducation (CNRST, ISH, IHERI et ILAB). Cela a été corrigé pour intégrer ces institutions dans le PISE.

II. La situation du pays

Le récent diagnostic du RESEN a permis de synthétiser la situation du pays dans une « matrice de recommandations et propositions de pistes d'actions ». Le présent paragraphe reprend la situation du pays qui peut être structurée autour de quatre thèmes : i) l'allocation des ressources, ii) les disparités, iii) la gestion des ressources, iv) l'accueil des apprenants/rendements interne-externe par ordre et type d'enseignement :

Au plan de l'allocation des ressources

1. En 2008, les dépenses courantes d'éducation représentaient 28,7% des dépenses courantes de l'Etat¹ plaçant le pays parmi ceux affichant la plus grande priorité pour leur secteur éducatif. Seulement 36,5% des dépenses courantes d'éducation sont allouées à l'enseignement fondamental contre 46,2% en moyenne dans les pays comparables au Mali (Benin, Burkina Faso, Burundi, Congo, Cote d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Madagascar, Malawi, Niger, RCA, Sénégal et Togo).
2. La dépense totale d'éducation des familles est en augmentation régulière et correspond en 2008 à 16% de la dépense nationale d'éducation. Par ailleurs, les familles contribuent en moyenne pour 33% des dépenses dans les deux cycles du fondamental contre 23% dans les niveaux post fondamental où très peu d'élèves d'origine modeste accèdent. En effet, les disparités selon les revenus sont relativement faibles au premier cycle de l'enseignement fondamental, se creusent dès le second cycle du fondamental et s'accroissent davantage dans les cycles secondaire et supérieur.

Au plan des disparités

3. Le district de Bamako et les régions de Mopti et de Gao ont un Rapport Elèves-Maître très supérieur à la moyenne nationale. Les régions du Nord sont celles où les écoles sont les plus éloignées des ménages et qui comptent le plus d'enseignants communautaires. Plus de 40% d'écoles communautaires sont concentrées dans les régions de Ségou, Tombouctou, Sikasso et Koulikoro. Les régions de Tombouctou, Kidal, Gao et Mopti ont les taux d'achèvement du premier cycle du fondamental les plus faibles du pays.

Au plan de la gestion des ressources

4. Dans le fondamental 1, on observe 33% d'aléa dans les affectations des enseignants dans les écoles publiques et communautaires. Autrement dit le nombre de maîtres en poste dans une école n'est pas en cohérence avec l'effectif des élèves de cette école. Au niveau des régions, le taux d'encadrement varie de 35 élèves par enseignant dans la région de Kidal à 73 élèves par enseignant dans le district de Bamako, la moyenne nationale étant de 55.

¹ Hors service de la dette
CDMT 2010_2012 Secteur Education

5. Dans le fondamental 1, en moyenne 1,4 élèves se partagent un manuel de lecture et il existe en moyenne 1 manuel de calcul par élève. Toutefois, on observe une très faible cohérence dans l'allocation de ces manuels aux écoles, les degrés d'aléa pour les manuels de lecture et de calcul sont respectivement de 73,6 et 79,5 %.

Au plan de l'accueil des élèves et des rendements interne/externe par ordre et type d'enseignement

6. Les données sur le préscolaire sont très parcellaires. En dehors des effectifs du public, il est difficile de cerner l'effectif des autres types d'établissement (privé, communautaire et communal) rendant difficile toute analyse approfondie de ce niveau d'enseignement.
7. 1 enfant sur 5 n'a pas accès à l'enseignement fondamental et seulement 54% de ceux qui y entrent, atteignent la fin de ce cycle. La pauvreté des populations et l'absence d'une offre de scolarisation à proximité (plus du tiers des enfants de 7-12 ans sont à plus de 30 minutes de l'école fondamentale la plus proche de leur foyer) sont, entre autres, des facteurs qui concourent à cette situation.
8. Plus de la moitié des élèves des classes ayant subi le test du Centre National d'Education ont un niveau inférieur au niveau minimum requis en langue et communication et en sciences mathématiques et technologiques.
9. Au niveau du fondamental 1, depuis 2004, les abandons stagnent en moyenne autour de 23 %. La proportion des redoublants est passée de 19% en 2004 à 14 % en 2008.
10. En 2008, le taux d'accès dans le Fondamental 2 est de 45% et seulement 34% de jeunes achèvent le cycle. Le taux d'abandon est estimé à 15% et la proportion des redoublants à 17%.
11. L'ETP concerne un peu plus de 60 000 élèves en 2008. Il est essentiellement professionnel avec plus d'élèves dans les formations tertiaires longues. Cependant, les débouchés pour ce niveau d'enseignement sont plus élevés dans le secteur primaire (agriculture élevage) et secondaire (extraction aurifère) que dans le secteur tertiaire.
12. L'offre de formation professionnelle actuelle est une multitude de petits programmes indépendants (pour les non-orientés, via les Centres d'Education pour le Développement, les centres d'apprentissage ou chez un maître artisan, via l'apprentissage dual, formation modulaire etc.). Ces programmes sont souvent des programmes courts, ne débouchant généralement pas sur l'obtention d'une qualification reconnue ou sanctionnées par un diplôme. Par ailleurs, il y a une trop faible représentation des formations agricoles et de spécialisations techniques.
13. L'enseignement supérieur n'arrive pas à absorber chaque année la totalité des bacheliers. Et ceux qui ne continuent pas leur scolarité à l'enseignement supérieur ont du mal à s'insérer sur le marché du travail.
14. Depuis 2004, l'effectif des étudiants à l'université de Bamako s'est accru en moyenne de 22% chaque année sans augmentation conséquente des capacités d'accueil. Cette situation a entraîné une dégradation des conditions d'enseignement et une baisse de la qualité. Par ailleurs, seuls 41% des sortants de l'enseignement supérieur occupent un poste de cadre dans le secteur moderne, 25% sont au chômage et 34% occupent un emploi sous-qualifié par rapport aux compétences acquises.

III. Les objectifs du PISE III

Les sept (7) programmes de cette troisième phase sont déclinés en un certain nombre d'objectifs à savoir :

Programme 1 : Administration Générale

1. Les objectifs du programme 1 sont : (i) redéfinir et renforcer le dispositif de pilotage et de coordination du secteur de l'Education, (ii) recentrer le travail des services centraux autour de leurs missions régaliennes de conception, de coordination, de contrôle et de suivi des politiques dans un contexte de gestion décentralisée de l'éducation, (iii) procéder au transfert effectif des ressources financières de l'Etat aux Collectivités Territoriales, (iv) procéder à une délégation conséquente de pouvoir aux structures déconcentrées de l'éducation, (v) accompagner le transfert des ressources aux Collectivités Territoriales.

Programme 2 : Education de Base

Les objectifs du programme 2 se déclinent comme suit :

2. Accroître l'accès des jeunes enfants de 3 à 6 ans à l'éducation préscolaire et améliorer la qualité et la gestion des structures en charge de l'éducation préscolaire.
3. Offrir un enseignement académique et /ou une formation pré professionnelle à au moins 7% des effectifs des EBES et des effectifs des enfants vulnérables à tous les niveaux
4. Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles pour réduire les différents écarts entre filles et garçons.
5. Améliorer la qualité de l'enseignement-apprentissage en le centrant sur les besoins éducatifs fondamentaux des apprenants.
6. Développer des épreuves standardisées en langues, en sciences et en mathématiques et mener des évaluations périodiques de la performance des élèves.
7. Contribuer : (i) à un approvisionnement continu et durable en manuels scolaires ; (ii) à une meilleure gestion physique et pédagogique des manuels scolaires ; (iii) au développement d'une compétence nationale en matière de conception, d'édition d'impression et de distribution d'ouvrages scolaires en association avec le secteur privé des métiers du livre ; (iv) à la création d'un environnement favorable au développement d'une industrie privée du manuel scolaire ; (v) à une décentralisation progressive des approvisionnements en manuels scolaires.
8. Créer une culture de la lecture.
9. Contribuer à l'amélioration de l'enseignement des sciences et de la technologie au niveau 4 de l'enseignement fondamental.
10. Améliorer l'accessibilité et le maintien à l'école, notamment celui des filles et particulièrement dans les zones les plus défavorisées.
11. Augmenter le taux d'achèvement par l'amélioration de la qualité des apprentissages.
12. Dynamiser la pratique de l'éducation Physique et Sportive dans les écoles en vue d'assurer l'épanouissement des enfants et des adolescents.
13. Accroître la fréquentation de l'école en améliorant la qualité de la santé des élèves.
14. Mettre chaque année, à la disposition du système 3 466 maîtres ayant les profils requis.
15. Améliorer la qualité des apprentissages par la mise à niveau des quatre types de public cibles conformément aux dispositions du plan stratégique (les sortants des IFM, les maîtres issus de la SARPE et les maîtres d'écoles communautaires et de medersas).
16. Contribuer à améliorer la participation des populations au processus de développement socio-économique du pays tout en favorisant l'exercice par toutes et tous du droit fondamental et prioritaire à l'éducation.

Programme 3 : L'Enseignement Secondaire Général

17. L'objectif est d'améliorer la qualité des apprentissages, de renforcer les mécanismes de gestion et d'accroître la capacité de l'état en vue d'une couverture nationale.

Programme 4 : L'Enseignement Technique et Professionnel

18. L'objectif est d'améliorer la qualité et la diversité de l'offre de Formation Technique et Professionnelle (FTP) prenant en compte les besoins et caractéristiques de l'économie nationale à tous les niveaux.

Programme 5 : Enseignement Supérieur

19. L'objectif est de contribuer à améliorer le rendement interne de l'enseignement supérieur et accroître sa cohérence avec les besoins de l'économie nationale.

Programme 6 : Recherche Scientifique

20. Les objectifs sont d'améliorer les capacités des structures en charge de la recherche scientifique y compris la recherche linguistique et pédagogique appliquée aux langues nationales et développer la coopération entre les structures de recherches et les secteurs de production.

Programme 7 : Formation Professionnelle

21. L'objectif est de contribuer à améliorer le niveau de qualification et de compétence des actifs des secteurs formel et informel de l'économie nationale et à insérer dans la vie active des personnes non scolarisées, déscolarisées de 16 ans et plus et d'adultes analphabètes.

IV. PROGRAMMATION 2010 - 2012

Le CDMT essaie de regarder les dépenses à moyen terme, en les rattachant à des ressources disponibles. Le cadrage des dépenses à moyen terme pour le PISE III a été stabilisé à l'aide du modèle de simulation. Les ressources financières du programme sont d'abord estimées dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT), et, pour 2010, ces estimations sont remplacées par les montants réellement inscrits dans la Loi de Finances. Alors, pour préparer le CDMT, il est nécessaire de comparer le modèle de simulation issu du RESEN (tel que validé à Paris) avec le CBMT et la Loi de Finances.

a. Présentation succincte du modèle

Dans le cadre d'un exercice de prévision de dix ans de l'évolution du système éducatif, l'utilisation d'un modèle de simulation devrait aider à mettre en place un développement harmonieux de notre système éducatif en orientant mieux les importants efforts déployés par l'Etat, les collectivités territoriales, les communautés et les partenaires techniques et financiers.

Le Modèle de Simulation Financière de l'Education est un outil qui vise à représenter de façon stylisée le système éducatif d'un pays dans la situation présente et en anticipant ses différentes possibilités d'évolution pour le futur. Il permet de modifier la valeur des paramètres, un par un, ou plusieurs à la fois, pour identifier les conséquences sur le niveau des dépenses et partant sur la mobilisation des ressources. Il permet d'estimer de façon immédiate de combien il faudrait modifier un paramètre pour compenser l'influence d'un autre. Par exemple, on peut estimer de combien il faudrait augmenter la taille de la classe pour compenser le recrutement d'enseignants plus qualifiés sans modifier le coût par élève.

Le modèle est construit autour de trois éléments essentiels :

- la structure analytique basée sur les identités comptables et le niveau de désagrégation retenu pour les différentes variables ;
- les données concernant l'année de référence ou année de base ;
- les paramètres utilisés pour définir les objectifs à atteindre à telle ou telle période

Le modèle de simulation financière de l'éducation est un outil conçu pour être utilisé pratiquement de façon interactive. Le modèle considère le système éducatif dans sa globalité et projette essentiellement l'évolution des indicateurs au niveau national. Il est une représentation formalisée et simplifiée de l'ensemble du système éducatif Malien. C'est un modèle sectoriel dans lequel les différents sous-secteurs (Education de base, Enseignement Secondaire et Enseignement Supérieur) sont articulés au niveau des taux de transition d'un ordre d'enseignement à un autre.

La projection des dépenses par programme est faite à partir du modèle de simulation. A partir des options de politique éducative, des objectifs quantitatifs et qualitatifs du secteur et des hypothèses d'évolution des coûts unitaires sur la période, le modèle de simulation identifie un scénario de référence qui assure la cohérence entre les orientations politiques de la phase III du PISE et le cadre macroéconomique. Il est important de noter que le modèle de simulation a développé 9 scénarii alternatifs pour tester, à chaque fois l'incidence budgétaire des choix de mesures de politique éducative. Le neuvième scénario a été retenu par la mission de stabilisation du modèle.

Le modèle permet au Gouvernement d'évaluer les besoins du système éducatif en infrastructures (salles de classes...), en ressources humaines (enseignants et autres personnels), en ressources matérielles (matériels didactiques...) et en ressources financières en fonction des objectifs affichés en matière de scolarisation. Le modèle part des flux d'élèves qu'il calcule et en déduit les besoins physiques et financiers. Avec cet outil, les décideurs peuvent mesurer l'incidence financière de leurs choix en termes d'effectifs à scolariser, de salles de classe à construire, de maîtres à recruter. Pour cela, il leur suffit de fixer un certain nombre de paramètres ou hypothèses qui sont représentatifs de la politique éducative qu'ils préconisent.

Méthodologie utilisée

La méthodologie utilisée a pris en compte l'atteinte de la scolarisation universelle dès 2012 conformément au PDES.

Il s'est agit d'abord :

- de collecter les données de base sur lesquelles s'appuie le modèle et de vérifier leur cohérence à travers les effectifs et les taux de transition entre les différents cycles,
- d'analyser la structure du système éducatif,
- de choisir une année de base pour les données,
- d'analyser les données sur un certain nombre d'années (10 ans si possible) pour stabiliser quelques tendances,
- de déterminer l'évolution des effectifs à partir des hypothèses de croissance de la population ; l'évolution du TBS au premier cycle vers les 100% dès 2012 ; l'évolution des taux de transition dans les niveaux supérieurs.

La base de données étant constituée et analysée, on y a ensuite déduit entre autres :

- l'évolution des effectifs d'enseignants et des besoins en nouveaux enseignants compte tenu du taux d'attrition (déperdition) et du mode d'organisation pédagogique (Ratio élèves/Maître, Elèves/classe, obligation de service des enseignants, etc.),
- le nombre de salles de classes à construire.

L'établissement des coûts unitaires et les hypothèses de leurs évolutions ont enfin permis une estimation du coût du programme.

b. Scénario 1 : Principaux résultats de la stabilisation du modèle de simulation à Paris

Cette section rappelle les résultats du modèle de simulation stabilisé à Paris qui a fait l'objet d'un consensus entre la délégation malienne (MEALN, MESRS, MEFP, DGB) et des représentants des PTF. L'analyse du modèle de simulation a dégagé un GAP net d'environ 68 milliards FCFA soit 151 millions \$ US. Ce GAP est un effort supplémentaire qui, ajouté aux mêmes niveaux de contributions atteints auprès des PTF pendant le PISE II, devrait permettre de boucler le financement du PISE III

				En millions FCFA
Analyse (modèle de simulation, Paris)	2010	2011	2012	
Ressources disponibles	168 438	180 469	193 319	
Dépenses courantes	174 357	191 546	209 564	
Dépenses en capital	56 916	49 830	47 105	
Total	231 273	241 376	256 669	
GAP	62 835	60 907	63 349	187 091

Les dépenses sont réparties en pourcentage dans les tableaux de synthèse ci-dessous :

Répartition (%) des dépenses courantes par sous secteur

	2010	2011	2012	TOTAL
Préscolaire	1,2%	1,3%	1,4%	1,3%
Fondamental cycle 1	35,4%	35,2%	35,8%	35,5%
Fondamental cycle 2	14,8%	14,8%	15,0%	14,8%
Secondaire	11,3%	11,0%	10,8%	11,0%
Normal	4,3%	3,9%	3,7%	3,9%
Technique et professionnel	9,6%	10,1%	10,6%	10,1%
Formation professionnelle	1,0%	1,3%	1,6%	1,3%
Alphabétisation et non-formel	5,3%	5,0%	4,7%	5,0%
Enseignement supérieur et Recherche	17,2%	17,4%	16,5%	17,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Récapitulatif des dépenses Totales par sous secteur (en %)

	2010	2011	2012	TOTAL
Préscolaire	1%	1%	1%	1,3%
Fondamental cycle 1	34%	35%	36%	35,2%
Fondamental cycle 2	13%	14%	15%	14,0%
Secondaire	10%	10%	10%	9,6%
Normal	3%	3%	3%	3,1%
Technique et professionnel	9%	11%	12%	10,8%
Formation professionnelle	1%	1%	2%	1,3%
Alphabétisation et non-formel	5%	4%	4%	4,3%
Enseignement supérieur et Recherche	24%	20%	17%	20,3%
Total	100%	100%	100%	100%

c. Scénario retenu : Détermination du GAP de financement 2010-2012

c.1 Estimation des ressources

L'analyse des charges récurrentes montre que les ressources nationales disponibles évaluées à Paris dans le modèle sont sous estimées par rapport aux enveloppes « ressources nationales » disponibles mentionnées dans la loi de finances et le CBMT. Aussi, a-t-on été amené à procéder aux corrections nécessaires qui ont consisté à remplacer les ressources calculées dans le modèle par les ressources de la loi de finances pour 2010 et les ressources du CBMT pour 2011 et 2012.

Ressources disponibles	Millions FCFA			
	2 010	2 011	2 012	Total
LF 2010 et CBMT actualisé sur 2011 et 2012	176 695	190 829	203 223	570 747
Ressources invest ext+BSI int	60 770	68 015	68 015	196 799
Frais d'opération et assist tech*	8 000	8 000	8 000	24 000
Total ressources	229 465	250 844	263 238	743 546

* les Frais d'opération et d'assistance technique sont les ressources consommées par les agences d'exécution des PTF.

c.2 Estimation des dépenses

Le scénario retenu prévoit l'ajustement de certaines cibles pour se conformer aux ratios du FAST TRACK. Ainsi les cibles pour les ratios élèves-maître et élèves-salle de classe ont été modifiées dans un scénario retenu (MSFE), le premier ratio passant de 51 à 49 et le second ratio de 58 à 55 de 2010 à 2012.

Le coût de la construction de laboratoires dans les écoles de second cycle du fondamental dans 67% des communes ainsi que celui de la construction de 20 nouveaux CAP, de 8 nouvelles AE, d'une radio scolaire et de bâtiments pour les services centraux ont été estimés et intégrés. En termes de charges récurrentes, le coût de la motivation de 25% des effectifs des enseignants du F1 et F2, censés être dans des zones difficiles, a été également intégré dans l'estimation des dépenses.

Enfin, des corrections ont été apportées pour ajuster les dépenses en capital au niveau de l'enseignement supérieur et en salaire en ce qui concerne les institutions de recherche que sont : le CNRST, l'ISH, l'IHERI-AB et l'ILAB conformément à la Loi de finances 2010.

Besoins de financement	En millions FCFA			
	2 010	2 011	2 012	Total
Fonctionnement	179 995	202 897	221 505	604 398
Investissement	50 099	81 088	79 554	210 741
Total besoins	230 094	283 985	301 059	815 139

c.3 Le financement à rechercher

Le calcul du GAP au terme du processus de la réévaluation des ressources et des dépenses est présenté dans le tableau ci-dessous :

Financement à rechercher				
	2 010	2 011	2 012	Total
Total ressources	229 465	250 844	263 238	743 546
Total besoins	230 094	283 985	301 059	815 139
GAP	- 629	- 33 142	- 37 821	- 71 592
Pourcentage par rapport aux dépenses	-0,3%	-11,7%	-12,6%	-8,8%

Le GAP de 629 millions F CFA en 2010 peut être comblé par la prise en compte des ressources SOTELMA soit environ 7 milliards F CFA à inscrire dans la loi de finances rectificative 2010. Par ailleurs, l'annonce des PTF pour l'année 2010 permet de prendre en compte des ressources de projets (UNICEF, Coopération Suisse, et UNESCO) pour un montant d'environ 5 milliards F CFA. Ainsi les ressources nettes pourraient être augmentées de 12 milliards F CFA.

Le coût total du programme est estimé à 815,139 milliards FCFA et le financement à rechercher est évalué à environ 71,5 milliards FCFA soit 8,8% des dépenses totales, soit 7,3% si on considère les 12 milliards F FCFA (SOTELMA et certains PTF). Ce GAP réaliste pourrait être soumis au financement du FAST TRACK pour améliorer la qualité des apprentissages par la rationalisation du ratio élèves-maître, la construction d'un

laboratoire scientifique par second cycle dans 67% des communes environ, la mise à disposition d'enseignants qualifiés dans les zones défavorisées, la formation des enseignants par voie de radio et la multiplication de structures d'encadrement de proximité.

d. Répartition des dépenses

Les prévisions de dépenses étant stabilisées annuellement au plan macro en termes de ressources/dépenses, les besoins sont ensuite répartis conformément à la clé de répartition stabilisée à Paris entre les ordres et types d'enseignement.

Ci-dessous en annexe 2 se trouve la répartition des besoins par ordre et type d'enseignement, par programme du budget programme, par programme et par rubrique budgétaire. Cette dernière répartition des besoins donne les plafonds budgétaires pour l'élaboration des plans triennaux par programme.

ANNEXES

ANNEXE I : LA REPARTITION DES DEPENSES

I. Par ordre et type d'enseignement

Répartition des dép recur /ordre	en %			en million CFA		
	2 010	2 011	2 012	2 010	2 011	2 012
Préscolaire	1,2%	1,3%	1,4%	2 124,1	2 581,0	3 062,8
Fondamental cycle 1	35,3%	36,2%	36,8%	63 545,2	73 482,4	81 471,9
Fondamental cycle 2	14,7%	14,5%	14,7%	26 529,6	29 413,2	32 508,4
Secondaire	11,2%	10,8%	10,6%	20 235,6	21 918,1	23 397,9
Normal	4,5%	4,1%	3,9%	8 039,8	8 409,1	8 579,4
Technique et professionnel	9,6%	9,9%	10,4%	17 290,0	20 010,6	23 085,3
Formation professionnelle	1,0%	1,3%	1,5%	1 837,2	2 585,8	3 368,3
Alphabétisation et non-formel	5,3%	4,9%	4,6%	9 459,7	9 898,8	10 206,2
Enseignement supérieur et Recherche	17,2%	17,1%	16,2%	30 933,6	34 598,1	35 825,3
Total	100,0%	100,0%	100,0%	179 994,9	202 897,1	221 505,5

Répartition des dép inves /ordr	en %			en million CFA		
	2 010	2 011	2 012	2 010	2 011	2 012
Préscolaire	1,1%	1,2%	1,4%	540,8	994,8	1 153,1
Fondamental cycle 1	29,6%	31,0%	33,8%	14 854,3	25 137,5	26 907,6
Fondamental cycle 2	13,6%	25,8%	27,8%	6 823,3	20 904,7	22 142,0
Secondaire	3,9%	3,8%	3,8%	1 933,1	3 049,2	3 011,6
Normal	0,0%	0,0%	0,0%	-	-	-
Technique et professionnel	8,1%	11,0%	14,7%	4 065,3	8 915,7	11 655,5
Formation professionnelle	0,1%	1,4%	1,4%	32,0	1 117,2	1 135,8
Alphabétisation et non-formel	2,1%	1,6%	1,3%	1 030,5	1 335,4	1 025,1
Enseignement supérieur et Recherche	41,6%	24,2%	15,7%	20 819,6	19 633,8	12 523,0
Total	100,0%	100,0%	100,0%	50 099,0	81 088,2	79 553,8

Global/ordre et type d'ensei	en %			en million CFA		
	2 010	2 011	2 012	2 010	2 011	2 012
Préscolaire	1,2%	1,3%	1,4%	2 665,0	3 575,8	4 215,9
Fondamental cycle 1	34,1%	34,7%	36,0%	78 399,6	98 619,8	108 379,5
Fondamental cycle 2	14,5%	17,7%	18,2%	33 352,8	50 317,9	54 650,4
Secondaire	9,6%	8,8%	8,8%	22 168,7	24 967,2	26 409,5
Normal	3,5%	3,0%	2,8%	8 039,8	8 409,1	8 579,4
Technique et professionnel	9,3%	10,2%	11,5%	21 355,3	28 926,4	34 740,8
Formation professionnelle	0,8%	1,3%	1,5%	1 869,2	3 703,0	4 504,2
Alphabétisation et non-formel	4,6%	4,0%	3,7%	10 490,2	11 234,2	11 231,3
Enseignement supérieur et Recherche	22,5%	19,1%	16,1%	51 753,3	54 231,9	48 348,3
Total	100,0%	100,0%	100,0%	230 093,9	283 985,4	301 059,2

II Par programme

Répartition dép récur par Progr	en %			en million CFA		
	2 010	2 011	2 012	2 010	2 011	2 012
Programme 1 : Administration générale	5,0%	5,0%	5,0%	8 999,7	10 144,9	11 075,3
Programme 2 : Education de Base	57,9%	58,0%	58,3%	104 213,5	117 595,2	129 037,2
Programme 3 : Enseig. Second. Général	10,7%	10,3%	10,0%	19 223,9	20 822,2	22 228,0
Programme 4 : Enseig. Techn. / Format. Pr	9,1%	9,4%	9,9%	16 425,5	19 010,1	21 931,1
Programme 5 : Enseig. Supérieur	15,5%	15,4%	14,6%	27 917,6	31 224,8	32 332,4
Programme 6 : Recherche Scientifique	0,8%	0,8%	0,8%	1 469,3	1 643,4	1 701,7
Programme 7 : Formation Professionnelle	1,0%	1,2%	1,4%	1 745,3	2 456,6	3 199,9
Total	100,0%	100,0%	100,0%	179 994,9	202 897,1	221 505,5

Répartition des dép inves /Prog	en %			en million CFA		
	2 010	2 011	2 012	2 010	2 011	2 012
Programme 1 : Administration générale	5,5%	9,3%	9,5%	2 746,7	7 546,7	7 546,7
Programme 2 : Education de Base	45,0%	54,6%	58,1%	22 551,5	44 309,1	46 207,5
Programme 3 : Enseig. Second. Général	3,7%	3,4%	3,4%	1 875,1	2 793,1	2 716,5
Programme 4 : Enseig. Techn. / Format. Pr	7,9%	10,1%	13,2%	3 943,4	8 166,8	10 513,2
Programme 5 : Enseig. Supérieur	38,3%	21,1%	13,5%	19 185,3	17 085,3	10 731,0
Programme 6 : Recherche Scientifique	2,0%	1,1%	0,7%	1 009,8	899,2	564,8
Programme 7 : Formation Professionnelle	0,1%	1,3%	1,3%	31,1	1 023,3	1 024,5
Total	102,5%	100,9%	99,7%	50 099,0	81 088,2	79 553,8

Répart. Dép globales /Prog	en %			en million CFA		
	2 010	2 011	2 012	2 010	2 011	2 012
Programme 1 : Administration générale	5,1%	6,2%	6,2%	11 746,4	17 691,5	18 621,9
Programme 2 : Education de Base	54,8%	56,9%	58,3%	126 765,0	161 904,3	175 244,7
Programme 3 : Enseig. Second. Général	9,1%	8,3%	8,3%	21 098,9	23 615,2	24 944,5
Programme 4 : Enseig. Techn. / Format. Pr	8,8%	9,5%	10,8%	20 368,9	27 176,9	32 444,3
Programme 5 : Enseig. Supérieur	20,4%	17,0%	14,3%	47 102,9	48 310,2	43 063,3
Programme 6 : Recherche Scientifique	1,1%	0,9%	0,8%	2 479,1	2 542,6	2 266,5
Programme 7 : Formation Professionnelle	0,8%	1,2%	1,4%	1 776,4	3 479,9	4 224,4
Total	100,0%	100,0%	100,0%	231 337,6	284 720,6	300 809,6

III. Par programme et par rubrique budgétaire

	2 010	2 011	2 012
Programme 1 : Administration générale	11 746,4	17 691,5	18 621,9
Salaire	2 634,6	4 375,2	4 836,0
Hors salaire	6 365,1	5 769,7	6 239,2
Investissement	2 746,7	7 546,7	7 546,7

	2 010	2 011	2 012
Programme 2 : Education de Base	126 765,0	161 904,3	175 244,7
Salaire	60 199,2	67 411,4	74 941,9
Hors salaire	44 014,3	50 183,8	54 095,3
Investissement	22 551,5	44 309,1	46 207,5

	2 010	2 011	2 012
Programme 3 : Enseig. Second. Général	21 098,9	23 615,2	24 944,5
Salaire	8 109,5	8 750,5	9 398,2
Hors salaire	11 114,4	12 071,7	12 829,8
Investissement	1 875,1	2 793,1	2 716,5

	2 010	2 011	2 012
Programme 4 : Enseig. Techn. / Format. P	20 368,9	27 176,9	32 444,3
Salaire	3 742,1	4 427,7	5 299,0
Hors salaire	12 683,4	14 582,4	16 632,1
Investissement	3 943,4	8 166,8	10 513,2

	2 010	2 011	2 012
Programme 5 : Enseig. Supérieur	38 724,4	50 519,9	42 637,6
Salaire	6 618,3	8 603,7	8 861,8
Hors salaire	24 107,6	24 830,9	25 575,8
Investissement	7 998,5	17 085,3	8 200,0

	2 010	2 011	2 012
Programme 6 : Recherche Scientifique	1 891,7	3 047,7	2 786,7
Salaire	388,5	505,1	520,2
Hors salaire	479,2	1 643,4	1 701,7
Investissement	1 024,0	899,2	564,8

	2 010	2 011	2 012
Programme 7 : Formation Professionnelle	1 776,4	3 479,9	4 224,4
Salaire	139,7	202,8	270,6
Hors salaire	1 605,6	2 253,7	2 929,3
Investissement	31,1	1 023,3	1 024,5

Hors salaire (Fonctionnement)

Total	222 371,6	287 435,5	300 904,2
-------	-----------	-----------	-----------

Annexe II : Les prévisions de financements extérieurs de 2010

Les prévisions de financements extérieurs de 2010-2012 dans le cadre du PISE III

Source d'information: PTF/ Chef de File

PTF			Sources de financement (définitives/indicatives)					
Appui Budgétaire Sectoriel			2010	EVALUATION EN CFA	2011	EVALUATION EN CFA	2012	EVALUATION EN CFA
PTF	DESTINATION (activité)	unité monétaire						
AFD	PISE III	EURO			1 000 000	655 957 000	1 000 000	655 957 000
Allemagne		EURO	3 000 000	1 967 871 000				
Canada		\$ CAN	14 000 000	6 127 100 000	13 000 000	5 689 450 000		
Pays-Bas		EURO	20 000 000	13 119 140 000	10 000 000	6 559 570 000	15 000 000	9 839 355 000
Total ABS				21 214 111 000		12 904 977 000		10 495 312 000

BSI/extérieur			2010		2011		2012	
PTF	DESTINATION (activité)	unité monétaire						
AFD	Aide projet affectée mise en œuvre par le Ministère	EURO	4 572 000	2 999 035 404				
Canada	PISE II et PISE III	\$ CAN	16 109 000	7 050 103 850	815 000	356 684 750		
Total BSI extérieur				10 049 139 254		356 684 750		-

Autres financements			2010		2011		2012	
PTF	DESTINATION (activité)	unité monétaire						
AFD	PISE II et PISE III	EURO			8 000 000	5 247 656 000	2 000 000	1 311 914 000
USAID	Secondary and Out-of-School Youth	\$ US	17 180 333	8 331 087 078	27 382 333	13 278 240 918	24 002 333	11 639 211 318
Canada	PISE II et PISE III	\$ CAN		-	3 500 000	1 531 775 000		
UNICEF	PISE III	\$ US	7 787 314	3 776 224 305	7 432 914	3 604 368 657	8 117 000	3 936 095 640
Coopération Suis	Education	FCH	1 215 068	531 349 236	1 105 144	483 279 575	913 079	399 289 575
Coopération Suis	Formation Professionnelle	FCH	1 000 000	437 300 000	1 000 000	437 300 000	1 000 000	437 300 000
UNESCO		\$ US	1 000 000	484 920 000	800 000	387 936 000		
BAD (ici l'information est tirée de la LF 2010)				exécution reliquat 2003 et du Projet Education IV				
PAM	2010 - 2011	\$ US	3 548 848	1 720 907 372				
JAPON	Projet d'Appui aux CGS	Yen Japonais	104 124 000	520 620 000	13 624 000	68 120 000		
FTI	PISE II	\$ US	2 500 000	1 212 300 000				
IDA 4222-0	PISE II	\$ US						
IDA 4222-1	PISE II	\$ US	19 000 000	9 213 480 000				
Total autres financement				30 085 187 992		25 038 676 150		17 723 810 533

TOTAL GENERAL				61 348 438 246		38 300 337 900		28 219 122 533
----------------------	--	--	--	-----------------------	--	-----------------------	--	-----------------------

ANNEXE III : SCENARIO RETENU

Enseignement fondamental				
Cycle 1				
Population		2 419	2 493	2 568
Population scolarisable (7-12 ans)		824	145	687
7 ans		456 736	470 575	484 834
12 ans		353 402	364 110	375 143
Accroissement annuel	3,03%			
Non-redoublants				
1 ^{ère} A Fondamental 1		389 676	415 302	442 123
6 ^{ème} A Fondamental 1		217 871	238 436	260 047
Taux d'accès				
1 ^{ère} A Fondamental 1	100,0%	85,3%	88,3%	91,2%
Année cible	2015			
6 ^{ème} A Fondamental 1	100,0%	61,6%	65,5%	69,3%
Année cible	2020			
Proportion de redoublants	5,0%	12,7%	11,9%	11,1%
		2 036	2 175	2 319
Nombre total d'élèves scolarisés		076	328	770
Taux Brut de Scolarisation (TBS)		84%	87%	90%
Privé Laïc				
Nombre total d'élèves scolarisés		178 469	191 186	204 425
% par rapport au total	9,0%	8,8%	8,8%	8,8%
Subvention par élève en % du coût unitaire dans le public	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Subvention totale (millions)		0	0	0
Privé catholique				
Nombre total d'élèves scolarisés		19 704	21 122	22 599
% par rapport au total	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Subvention salaire des enseignants (millions)		793	816	841
		1 696	1 730	1 764
Salaire moyen en FCFA		812	208	261
En unité du PIB par tête	5	5,4	5,4	5,4
Nombre d'enseignants dont le salaire est pris en charge par l'Etat		467	472	477
Accroissement annuel	1,0%			
Medersa; (franco-arabe)				
Nombre total d'élèves scolarisés		237 426	250 051	262 802
% par rapport au total	10,0%	11,7%	11,5%	11,3%
Nombre d'enseignants		5 554	5 846	6 141
Taux d'encadrement	43	43	43	43
% d'enseignants Medersa en formation continue par an	20%			
Montant unitaire par enseignant (% du PIB/hbt)	4%			
Nombre de jours de formation par an	20			
Dépenses totales formation continue (en millions)		281	301	322
Guides pédagogiques enseignant				
Nombre de guide par enseignant	3			
Stock		16 663	17 539	18 422
Taux de déperdition	30,0%			
Besoins nouveaux annuels		16663	5875	6145
Coût par guide en Fcfa (hors distribution)	5 250			
Dépenses guides pédagogiques (en millions)		87	31	32
Manuels scolaires				
Nombre de manuels par élève et enseignant	3			
Stock		728 942	767 693	806 827
Taux de déperdition	30,0%			
Besoins nouveaux annuels		728942	257 433	269 442
Coût par manuel en Fcfa (hors distribution)	3 250			
Dépenses manuels scolaires (en millions)		2 369	837	876
Dépenses totales publiques vers les medersa (en millions)		2 737	1 169	1 230

Public et Communautaire				
		1 600	1 712	1 829
Nombre total d'élèves scolarisés		476	969	944
Nombre total d'enseignants		31 399	34 375	37 575
Nombre de groupes pédagogiques		37 755	40 638	43 661
Nombre d'élèves/groupe pédagogique	40	42	42	42
Nombre de groupes pédagogiques/enseignant	1,00	1,20	1,18	1,16
Rapport Elèves-maîtres (REM)	40	51	50	49
Taux d'attrition	3,0%			
Besoins en enseignants par an		3 627	3 918	4 232
Nombre d'enseignants par catégorie				
Fonctionnaires cadres/Fonctionnaires de l'Etat		4 424	4 291	4 163
Contractuels de l'Etat/Fonctionnaires de l'Etat		1 841	1 786	1 733
Contractuels des collectivités payés sur PPTE /Fonctionnaires des collectivités		13 343	16 424	19 459
Contractuels communautaires/Fonctionnaires des collectivités		5 969	4 419	2 868
Contractuels des collectivités payés par les communes		2 642	4 306	5 773
Contractuels communautaires (non subventionnés par l'Etat)		1 004	974	945
Elèves-maîtres		2 175	2 175	2 636
Plan de carrières				
% de contractuels communautaires promus PPTE /an	20%			
Année début	2010			
Nombre d'années nécessaires	5			
Effectifs de communautaires promus par an		1 325	1 371	1 418
Recrutement annuel				
% de contractuels des collectivités payés par la commune	5%			
% de contractuels communautaire	0%			
Elèves maîtres	95%			
Salaire moyen en FCA				
En FCFA				
Fonctionnaires cadres		2 443	2 492	2 542
Contractuels de l'Etat		915	736	531
Contractuels des collectivités payés sur PPTE		1 802	1 839	1 878
Contractuels communautaires		411	944	254
Contractuels communautaires non subventionnés		1 403	1 432	1 461
Elèves-maîtres (bourse pour mémoire)		669	355	625
Elèves-maîtres		244 285	249 820	255 477
En unité de PIB / Tête				
Fonctionnaires cadres	7,8	7,7	7,7	7,7
Contractuels de l'Etat	5,8	5,7	5,7	5,7
Contractuels des collectivités (PPTE)	4,5	4,4	4,4	4,5
Contractuels communautaires	0,8	0,8	0,8	0,8
Contractuels communautaires non subventionnés				
Elèves-maîtres				
Salaire moyen enseignant				
En unité de PIB / Tête		3,5	3,5	3,5
En milliers de Fcfa		1 093	1 123	1 145
Masse salariale enseignante hors pécules des élèves maîtres (millions)		34 319	38 612	43 012
Dépenses courantes autres que le salaire des enseignants		23 848	26 832	29 890
En % des dépenses totales du public	41%	41%	41%	41%
Etablissements		18 797	21 100	23 450
en % des autres dépenses courantes	77%	79%	79%	78%
Dépenses de fonctionnement (millions)		1 517	1 660	1 797
En % des dépenses totales établissements	6%	8,1%	7,9%	7,7%
Dépenses pédagogiques (matériels didactiques, millions)		11 194	12 618	14 080
En % des dépenses totales établissements	62%	60%	60%	60%
Dépenses de personnel d'appui établissements (millions)		4 735	5 311	5 898
En % des dépenses totales établissements	25%	25%	25%	25%
Subvention totale pour les cantines scolaires		1 350	1 512	1 617
En % des dépenses totales établissements	7%	7,2%	7,2%	7%
Services		4 966	5 541	6 120

en % des autres dépenses courantes	19%	20,8%	20,7%	20,5%
Dépenses de fonctionnement (millions de FCFA)		1 577	1 749	1 921
En % des dépenses totales dans les services	30%	31,7%	31,6%	31,4%
Dépenses de personnel d'appui dans les services (millions)		3 241	3 625	4 015
En % des dépenses totales dans les services	67%	65,3%	65,4%	65,6%
Appui au renforcement de la décentralisation		149	166	184
En % des dépenses totales dans les services	3%	3,0%	3,0%	3,0%
Autres dépenses sociales et de stimulation de la demande (scol des filles, VIH SIDA, etc... millions)		85	191	320
En % des dépenses totales du public	4,0%	0%	1%	1%
Dépenses totales dans le public hors dépenses d'entretien des salles de classe (millions Fcfa)		58 167	65 445	72 902
Dépenses entretien salles classe		3 464	3 774	4 104
% de dépenses (y entretiens salles de classe) hors salaire des enseignants		44%	44%	44%
Dépenses totales dans le public (millions Fcfa)		61 631	69 219	77 005
Dépenses par élève du public (en unité de PIB/Tête)		0,12	0,13	0,13
Dépenses totales dans le cycle 1 (millions Fcfa)		61 697	67 430	74 973

Cycle 2

Population				1 016
Population scolarisable		957 662	986 680	576
13 ans		335 730	345 902	356 383
15 ans		302 992	312 173	321 631
Accroissement annuel	3,03%			
Non-redoublants				
Fond 7		165 861	182 519	200 072
Fond 9		113 310	126 222	140 041
Taux de promotion effectif (Fond cycle 1 - cycle 2)	85,0%	83,6%	83,8%	83,9%
Taux d'accès Fond 7		49,4%	52,8%	56,1%
Taux de survie transversal dans le F2	85,0%	75,7%	76,6%	77,6%
Taux d'accès Fond 9		37,4%	40,4%	43,5%
Proportion de redoublants	5,0%	14,9%	13,9%	12,9%
Nombre total d'élèves scolarisés		488 358	534 042	581 800
Taux Brut de Scolarisation (TBS)		51%	54%	57%
Privé laïc				
Nombre total d'élèves scolarisés		44 958	49 588	54 484
% par rapport au total	10,0%	9,2%	9,3%	9,4%
Subvention par élève en % du coût unitaire dans le public	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Subvention totale (millions)		0	0	0
Privé catholique				
Nombre total d'élèves scolarisés		7 985	8 927	9 938
% par rapport au total	2,0%	1,6%	1,7%	1,7%
Subvention pour le salaire des enseignants (millions)		342	353	363
		1 695	1 728	1 763
Salaire moyen en FCFA		492	997	164
En unité du PIB par tête	5	5,4	5,4	5,4
Nombre d'enseignants dont le salaire est pris en charge par l'Etat		202	204	206
Accroissement annuel	1,0%			
Medersa				
Nombre total d'élèves scolarisés		27 370	30 142	33 067
% par rapport au total	6,0%	5,6%	5,6%	5,7%
Nombre d'enseignants		1 465	1 611	1 764
Taux d'encadrement	19	19	19	19
% d'enseignants Medersa en formation continue par an	20%			
Montant unitaire par enseignant (% du PIB/hbt)	4%			
Nombre de jours de formation par an	20			
Dépenses totales formation continue (en millions)		74	83	93
Manuels scolaires				
Nombre par élève et enseignant	4			
Stock		115 341	127 010	139325
Taux de déperdition	15,0%			

Besoins nouveaux annuels		115341	28 970	31 367
Coût par manuel en Fcfa	4 250			
Dépenses manuels pédagogiques élèves (en millions)		490	123	133
Dépenses totales publiques vers les medersa (en millions)		564	206	226
Public et Communautaire				
Nombre total d'élèves scolarisés		408 045	445 387	484 311
REM		41	41	41
Nombre de groupes pédagogiques		5 826	6 546	7 335
Elèves / Groupes pédagogiques	50,0	70,0	68,0	66,0
Nombre d'heures hebdomadaire élève	28,0	28,0	28,0	28,0
Service effectif enseignant	20	17	17	17
Nombre d'enseignants		9 876	10 868	11 930
Taux d'attrition	3,0%			
Besoins en enseignants par an		1 197	1 288	1 388
Nombre d'enseignants par catégorie				
Fonctionnaires cadres/Fonctionnaires de l'Etat		2 402	2 330	2 260
Contractuels de l'Etat/Fonctionnaires de l'Etat		650	631	612
Contractuels des collectivités payés sur PPTE /Fonctionnaires des collectivités		5 000	6 033	7 125
Contractuels communautaires/Fonctionnaires des collectivités		95	71	46
Contractuels des communautés payés par la commune		326	317	307
Contractuels communautaires non subventionnés		204	198	192
Elèves maîtres		1 197	1 288	1 388
Plan de carrières				
% de contractuels communautaires promus PPTE /an	20%			
Année début	2010			
Nombre d'années nécessaires	5			
Effectifs promus par an		21	22	23
Recrutement annuel				
% de contractuels des collectivités payés par la commune	0%			
% de contractuels communautaire	0%			
Elèves maîtres	100%			
Salaire moyen en FCFA				
		2 453	2 501	2 550
Fonctionnaires cadres		900	895	828
		1 791	1 827	1 862
Contractuels de l'Etat		814	004	885
		1 403	1 432	1 461
Contractuels PPTE		669	355	625
Contractuels communautaires		254 816	265 919	277 354
Contractuels communautaires non subventionnés				
Elèves maîtres				
Salaire moyen en unité de PIB / Tête				
Fonctionnaires cadres	7,8	7,8	7,8	7,8
Contractuels de l'Etat	5,7	5,7	5,7	5,7
Contractuels PPTE	4,5	4,4	4,4	4,5
Contractuels communautaires	1,0	0,8	0,8	0,8
Contractuels communautaires non subventionnés				
Elèves maîtres				
Salaire moyen enseignant				
En unité de PIB / Tête		5,5	5,4	5,3
En milliers de Fcfa		1 731	1 726	1 726
Masse salariale enseignante hors péculés des élèves maîtres (millions)		14 102	15 642	17 331
Autres dépenses courantes		10 212	11 327	12 550
En % des dépenses totales du public	42%	42%	42%	42%
Etablissements		8 195	9 087	10 065
en % des autres dépenses courantes	80%	80%	80%	80%
Dépenses de personnel d'appui (millions)		2 183	2 406	2 648
En % des dépenses établissements	25%	27%	26%	26%
Dépenses de fonctionnement (en millions)		1 182	1 298	1 423
En % des dépenses établissements	13%	14,4%	14,3%	14,1%
Dépenses pédagogiques		4 380	4 889	5 449
En % des dépenses établissements	57%	53,4%	53,8%	54,1%

Cantine scolaire		450	495	545
Taux d'accroissement	10%			
En % des dépenses établissements	5%	5,5%	5,4%	5,4%
Services		2 017	2 240	2 485
en % des autres dépenses courantes	20%	20%	20%	20%
Dépenses de personnel d'appui (millions)		1 367	1 516	1 680
En % des dépenses dans les services	67%	67,8%	67,7%	67,6%
Dépenses de fonctionnement (en millions)		610	679	755
En % des dépenses dans les services	31%	30,2%	30,3%	30,4%
Appui au renforcement de la décentralisation		40	45	50
En % des dépenses totales dans les services	2%	2,0%	2,0%	2,0%
Dépenses totales dans le public hors dépenses d'entretien des salles de classe (millions Fcfa)		24 314	26 969	29 881
Dépenses d'entretien des salles de classe		537	614	700
% de dépenses (y entretiens salles de classe) hors salaire des enseignants		43%	43%	43%
Dépenses totales dans le public (millions Fcfa)		24 851	27 584	30 582
Dépenses par élève du public (en unité de PIB/Tête)		0,19	0,19	0,19
Dépenses totales dans le cycle 2 (millions Fcfa)		25 758	28 349	31 397

24 314

Secondaire Général

Population				
Population scolarisable		821 059	845 937	871 569
16 ans		287 840	296 562	305 548
18 ans		259 772	267 644	275 753
Accroissement annuel	3,03%			
Clé: 1=Effectif, 0=Taux de transition	0			
Non-redoublants				
10 ^{ème}	125 000	45 274	48 430	51 461
Terminale		25 846	28 933	32 113
Taux de transition effectif (Fond cycle 2 - secondaire général)	25%	45%	43%	41%
Taux d'accès				
10 ^{ème}		16,7%	17,3%	17,8%
Terminale		9,9%	10,8%	11,6%
Taux de survie (transversal)	90,0%	59,5%	62,6%	65,6%
Proportion de redoublants				
Moyenne du SG	10,0%	18,1%	17,3%	16,5%
En terminale	32,0%	40,0%	40,0%	40,0%
Nombre total d'élèves scolarisés				
Dans le SG		133 661	143 633	153 361
En terminale		43 077	48 221	53 521
Taux Brut de Scolarisation (TBS)		16%	17%	18%
Privé laïc				
Nombre total d'élèves scolarisés		73 557	79 758	85 922
% par rapport au total des élèves du SG	60,0%	55,0%	55,5%	56,0%
Elèves pris en charge par l'Etat		51 558	55 099	58 490
% par rapport au total du privé laïc	60,0%	70,1%	69,1%	68,1%
Dépense par élève (frais scolaires et matériels didactiques)	110 000	110 000	110 000	110 000
Subvention totale versée au privé (millions)		5 671	6 061	6 434
Privé catholique (pris en charge par Etat)				
Nombre total d'élèves scolarisés		2 053	2 201	2 345
% par rapport au total des élèves du SG	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Subvention salaire des enseignants (millions)		386	401	418
Salaire moyen en FCFA		2 194	2 238	2 283
En unité du PIB par tête	7	6,9	7,0	7,0
Nombre d'enseignants pris en charge		176	179	183
accroissement annuel	2,0%			
Public				
Nombre total d'élèves scolarisés		58 051	61 674	65 095
Nombre de groupes pédagogiques		1 283	1 379	1 473
Elèves / Groupes pédagogiques	40,0	45,2	44,7	44,2
Nombre d'heures hebdomadaire élève	28,0	28,0	28,0	28,0

Service effectif enseignant	16,0	15,6	15,7	15,7
Nombre d'enseignants		2 300	2 466	2 627
Ratio Elèves-maîtres (REM)		25,2	25,0	24,8
Taux d'attrition	3,0%			
Besoins en enseignants par an		233	235	235
Nombre d'enseignants par catégorie				
Fonctionnaires cadres		526	510	495
Contractuels de l'Etat		289	280	272
Contractuels payés sur PPTE		1 485	1 676	1 861
Salaire moyen				
En FCFA		2 758	2 810	2 862
Fonctionnaires cadres/Fonctionnaires de l'Etat		249	025	774
Contractuels de l'Etat/Fonctionnaires de l'Etat		2 021	2 063	2 106
Contractuels payés sur PPTE/Fonctionnaires des collectivités		368	313	123
Contractuels payés sur PPTE/Fonctionnaires des collectivités		1 746	1 778	1 811
Contractuels payés sur PPTE/Fonctionnaires des collectivités		001	544	694
En unité de PIB / Tête				
Fonctionnaires cadres	8,7	8,7	8,7	8,7
Contractuels de l'Etat	6,5	6,4	6,4	6,4
Contractuels payés sur PPTE	5,5	5,5	5,5	5,5
Salaire moyen enseignant				
En unité de PIB / Tête		6,4	6,3	6,2
En milliers de Fcfa		2 012	2 024	2 040
Masse salariale enseignante totale (millions)		4 628	4 992	5 360
Autres dépenses courantes		8 962	9 670	10 386
En % des dépenses totales du public	66%	66%	66%	66%
Etablissements		7 819	8 434	9 056
en % des autres dépenses courantes	87%	87%	87%	87%
Dépenses de personnel d'appui (millions)		3 717	4 005	4 295
En % des dépenses établissements	47%	47,5%	47,5%	47,4%
Dépenses de fonctionnement (en millions)		1 365	1 452	1 537
En % des dépenses établissements	15%	17,5%	17,2%	17,0%
Dépenses pédagogiques		2 737	2 977	3 224
En % des dépenses établissements	38%	35,0%	35,3%	35,6%
Services		1 143	1 236	1 330
en % des autres dépenses courantes	13%	13%	13%	13%
Dépenses de personnel d'appui (millions)		723	787	854
En % des dépenses dans les services	68%	63,2%	63,7%	64,2%
Dépenses de fonctionnement (en millions)		420	448	476
En % des dépenses dans les services	32%	37%	36%	36%
Dépenses d'entretien des classes		536	580	623
% de dépenses (y entretiens salles de classe) hors salaire des enseignants		70%	70%	70%
Dépenses totales dans le public (millions Fcfa)		13 590	14 662	15 746
Dépenses par élève du public (en unité de PIB/Tête)		0,74	0,74	0,74
Dépenses totales dans le SG (millions Fcfa)		19 647	21 125	22 598
Enseignement normal				
Formation initiale pour les enseignants du fondamental				
Nouveaux élèves-maîtres pour la F1		1 814	1 959	2 116
Nouveaux élèves-maîtres pour la F2		1 288	1 388	1 498
% en formation	100,0%			
Durée de la formation				
Fondamental 1	4	4	4	2
Année de passage à 2 ans de formation	2012			
Fondamental 2	2	2	2	2
Nombre d'élèves-maîtres en formation				
F1		8 799	8 583	8 064
F2		3 538	3 638	3 748
Coût unitaire en unité de PIB / Tête	1,5	1,5	1,5	1,5
Sortants de la formation initiale				
F1		2175	2175	2636
Génération 4 ans		2175	2175	2636

Génération 2 ans		0	0	0
F2		1197	1288	1388
Dépenses pour la formation initiale (millions de Fcfa)		5 719	5 774	5 687
Formation continue enseignants F1 et F2				
% des enseignants à former par an	20%			
Nombre de jours de formation par an	20			
Coût unitaire de la formation en % du PIB/tête	4%			
Coût total de la formation continue		2 087	2 331	2 599
Dépenses totales (millions de Fcfa)		7 806	8 105	8 286
Enseignement Technique et Professionnel				
Nouveaux orientés				
Clé: 1=Effectif, 0=Taux de transition	0			
Effectif orienté vers l'ETP	50 000	23 685	26 505	29 525
Transition effectif F2 - ETP	23%	23%	23%	23%
Enseignement professionnel				
% des orientés		91%	91%	91%
Effectif		21 640	24 180	26 895
% CAP	60,0%	22,2%	26,0%	29,7%
Effectif CAP		4 799	6 277	7 999
% privé	60%	78,0%	76,2%	74,4%
% BT	40,0%	77,8%	74,0%	70,3%
Effectif BT		16 841	17 903	18 896
% privé	60,0%	80,3%	78,2%	76,2%
Bac technique				
% des orientés	10,0%	8,6%	8,8%	8,9%
Effectif		2 045	2 325	2 630
% privé	50%	65,3%	63,8%	62,3%
Effectif total enseignement technique et professionnel		78 462	87 104	96 599
% privé	64%	80%	79%	78%
Enseignement professionnel		73 494	81 301	89 907
CAP		11 160	13 531	16 794
Durée de la formation(années)	2			
BT		62 334	67 771	73 113
Durée de la formation(années)	4			
Bac technique		4 968	5 803	6 692
Durée de la formation(années)	3			
% de sortants (diplômés + abandons)				
En CAP	35%	35,0%	35,0%	35,0%
En BT	20%	20,0%	20,0%	20,0%
En Bac technique et professionnel	30%	30,0%	30,0%	30,0%
Enseignement professionnel				
Effectif Privé		59 739	65 250	70 969
Effectif CAP		8 863	10 544	12 805
En % de l'effectif total du CAP		79%	78%	76%
Effectif filière industrielle		2 620	3 122	3 797
En %	30%	29,6%	29,6%	29,6%
Effectif filière tertiaire		6 243	7 423	9 009
Subvention par élève (Frais scolaire, matériel didactique)				
Filière industrielle (FCFA)	160 000	160 000	160 000	160 000
Filière tertiaire (FCFA)	140 000	140 000	140 000	140 000
Nombre d'élèves pris en charge		5 797	6 892	8 365
En % des élèves du privé scolarisés en CAP	65%	65,4%	65,4%	65,3%
Subvention total (Frais scolaire, matériel didactique)		846	1 006	1 221
Effectif BT		50 876	54 705	58 163
En % de l'effectif total du BT		81,6%	80,7%	79,6%
Effectif filière industrielle		14 686	15 799	16 806
En %	29%	28,9%	28,9%	28,9%
Filière tertiaire		36 189	38 906	41 358
Subvention par élève (Frais scolaire, matériel didactique)				
Filière industrielle (FCFA)	185 000	185 000	185 000	185 000

Filière tertiaire (FCFA)	160 000	160 000	160 000	160 000
Nombre d'élèves pris en charge		32 645	35 148	37 419
En % des élèves du privé	65%	64,2%	64,3%	64,3%
Subvention total (Frais scolaire, matériel didactique)		5 459	5 878	6 257
Subvention total au privé pour l'EP		6 305	6 883	7 478
Public		13 755	16 051	18 938
Effectif CAP		2 296	2 986	3 988
Filière industrielle et agricole		722	939	1 254
En % du total CAP public	31%	31%	31%	31%
Filière tertiaire-effectif		1 574	2 047	2 734
Effectif BT		11 458	13 065	14 949
Filière industrielle et agricole		3 904	4 451	5 093
En % du total BT public	34%	34%	34%	34%
Filière tertiaire-effectif		7 555	8 614	9 856
Coûts unitaire de formation en unités du PIB/hab				
CAP Industriel et agricole	2,15	2,15	2,15	2,15
CAP Tertiaire	1,43	1,43	1,43	1,43
BT Industriel et agricole	2,37	2,37	2,37	2,37
BT Tertiaire	1,63	1,63	1,63	1,63
Coût total de formation de l'enseignement professionnel public		8 009	9 504	11 394
Bac technique et professionnel				
Effectif du privé		3 069	3 631	4 179
Subvention par élève (Frais scolaire, matériel didactique) en FCFA	185 000	185 000	185 000	185 000
Effectif des élèves pris en charge		2 821	3 339	3 843
en % des élèves du privé	92%	92%	92%	92%
Subvention total (Frais scolaire, matériel didactique) en millions				
FCFA		480	568	654
Public				
Effectif scolarisé		1 900	2 171	2 513
Economie		1 292	1 477	1 709
en % du total	68%	68%	68%	68%
Génie civil		297	340	395
en % du total	16%	15,6%	15,7%	15,7%
Industrie		310	354	409
en % du total	16%	16,3%	16,3%	16,3%
Coûts unitaire de formation en unité du PIB/hab				
Economie	2,22	2,22	2,22	2,22
Génie civil	2,66	2,66	2,66	2,66
Industrie	3,15	3,15	3,15	3,15
Entretien salles de classes (en millions de FCFA)		530	627	759
Coût total de l'enseignement technique public		1 994	2 332	2 770
Dépenses publiques totales pour l'ETP (en millions de FCFA)		16 787	19 286	22 296
Formation Professionnelle				
Sortants après les 6 années de F1		35 649	38 689	41 841
Sortants après les 9 années du F2		36 141	42 748	50 189
Les sortants CED				
Population des 16-45 ans analphabètes ou ayant été alphabétisés dans le NF (total réparti entre 2008 et 2020)		206 375	206 375	206 375
Population cible pour la formation professionnelle		278 165	287 812	298 405
Effectif total en formation		9 961	14 457	19 291
en % de la population cible	18%	4%	5%	6%
Effectif en formation duale		7 825	10 510	12 895
en % du total des effectifs en formation	20%	79%	73%	67%
Effectif en formation modulaire		2 136	3 947	6 396
Coût unitaire par élève				
en formation duale	150 000	1 174	1 577	1 934
en formation modulaire	150 000	320	592	959

Coût total de la formation (en millions de FCFA)		1 494	2 168	2 894
Formation des formateurs				
Formateurs de centre				
Nombre d'apprenants par formateur de centre	15	15	15	15
Nombre de formateurs de centre		664	964	1 286
Nouveaux à former		266	300	322
Maître d'apprentissage et formateurs endogènes.				
Nombre d'apprenants par maître d'apprentissage/formateurs endogènes	5	5	5	5
Nombre de maître d'apprentissage/formateurs endogènes		1 992	2 891	3 858
Nouveaux à former		798	899	967
% en formation continue	10%			
Coûts unitaires de formation				
Formation des formateurs de centres (FCFA)	175 000			
Maîtres d'apprentissage (M.A.) et formateurs endogènes (F.E.) (FCFA)	125 000			
Formation technique continue des M.A. et F.E. (FCFA)	175 000			
Dépenses totales de formation des formateurs (en millions de FCFA)		181	215	245
Coût programme de formation (000 Fcfa)	8 000			
Nombre de programmes de formation / an	10			
Année de démarrage	2010			
Dépenses totales programmes de formation (millions Fcfa)		80	80	80
Entretien centres		28	28	35
Dépenses pour la formation professionnelle		1 784	2 492	3 253
Education Non formelle				
CED				
Non scolarisés et déscolarisés précoces (9 - 15 ans)		1 013		
% pris en charge	15,0%	306	956 390	894 690
Effectif total pris en charge		47 149	54 397	60 145
Coût unitaire en % du PIB / Tête	7,0%	7,2%	7,2%	7,1%
Entretien CED		107	129	146
Dépenses totales pour les CED		1 130	1 309	1 451
Alphabétisation				
Population 16-45 ans analphabètes				
% en alphabétisation	100,0%			
Nombre d'auditeurs		206 375	206 375	206 375
Coût unitaire en % du PIB / Tête	12%			
Dépenses totales pour l'alphabétisation des adultes		7 731	7 879	8 029
Dépenses d'administration				
Accroissement annuel	3,0%	217	224	230
Dépenses totales (millions de Fcfa)		9 185	9 541	9 857
Enseignement supérieur et recherche				
Scénario retenu	2			
Nombre d'étudiants pour 100000 hbts	848	573	631	674
Nombre total d'étudiants	162 000	81 188	92 137	101 318
Effectif dans le public		74 306	75 721	75 084
En % du nombre total d'étudiants	42,7%	91,5%	82,2%	74,1%
Effectif dans le privé		6 881	16 416	26 235
En % du nombre total d'étudiants	57,3%	8,5%	17,8%	25,9%
Taux de réussite au bac	40,0%	40,0%	40,0%	40,0%
Bacheliers nationaux pris au supérieur	52 516	16 653	24 180	26 356
% allant dans le public	60,0%	91,8%	88,6%	85,5%
Effectifs dans le public		74 306	75 721	75 084
Effectif des Universités publiques	63 807	71 295	72 445	71 584
lettres et science humaines	31,3%	22 675	22 673	22 140
Sciences juridiques et économiques	45,0%	36 013	37 013	36 696
Sciences et techniques	12,8%	5 684	6 095	6 378
Médecine	7,2%	4 665	4 420	4 112
IUG	3,4%	2 141	2 115	2 119

ISFRA	0,3%	118	128	137
Effectif des grandes écoles publiques	5 288	3 011	3 276	3 500
Dépenses de personnel		6 991	9 821	9 984
Enseignants permanents à recruter		61	43	25
Universités		50	35	20
Grandes Ecoles		11	7	4
Dépenses salariales des enseignants (en millions de FCFA)		3 496	4 657	4 888
Coût unitaire enseignant (en unité du PIB/hab)	13	9	12	12
Coût unitaire enseignant (en milliers de FCFA)		2 940	3 781	3 890
Masse salariale enseignant totale (en millions de FCFA)		3 496	4 657	4 888
Formation des enseignants (en millions de FCFA)		953	980	1 008
Coût total de la vacation (en millions de FCFA)		1 707	3 290	3 149
Masse salariale du personnel administratif et technique (en millions de FCFA)		836	893	938
% dépenses de personnel totale sur dépenses totales	23,3%	22,0%	26,9%	26,0%
Dépenses administratives et pédagogiques		5 944	6 384	6 821
Universités		4 787	5 143	5 500
Grandes Ecoles		810	876	938
Ministère		347	365	383
Dépenses sociales (y. c. fonctionnement du CNOU)		17 312	17 803	18 186
En % des dépenses totales	38,6%	54,5%	48,8%	47,3%
Nombre de boursiers nationaux		26 949	26 949	26 949
En % du nombre d'étudiants du public	29,6%	27,5%	27,0%	27,2%
Nombre de demi boursiers nationaux		27 783	27 783	27 783
En % du nombre d'étudiants du public	34,0%	31,6%	31,1%	31,3%
Nombre de boursiers à l'étranger		82	83	85
En % du nombre d'étudiants du public	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Bénéficiaires des indemnité de trousseau		70 591	71 935	71 329
En % du nombre d'étudiants du public	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%
Montant moyen des bourses nationales (en milliers de FCFA)		276	276	276
Montant moyen des 1/2 Bourses (en milliers de FCFA)		138	138	138
Montant de l'indemnité de trousseau (en milliers de FCFA)		38	38	38
Recherche		809	828	847
Appui au privé		688	1 642	2 623
Dépenses courantes totales		31 744	36 478	38 461
Dépenses sur recettes propres		1 710	3 132	3 860
En % dépenses totales	11,1%	5,4%	8,6%	10,0%
Dépenses courantes totales sur ressources publiques		30 034	33 346	34 600
				34 600
Récapitulatif des dépenses courantes par niveau +motivation des enseignants				
Préscolaire		2 062	2 488	2 958
Fondamental cycle 1		61 697	70 823	78 686
Fondamental cycle 2		25 758	28 349	31 397
Secondaire		19 647	21 125	22 598
Normal		7 806	8 105	8 286
Technique et professionnel		16 787	19 286	22 296
Formation professionnelle		1 784	2 492	3 253
Alphabétisation et non-formel		9 185	9 541	9 857
Enseignement supérieur et Recherche		30 034	33 346	34 600
Total		174 760	195 555	213 931
		61 615	57 005	54 831
Répartition (%) des dépenses courantes par sous secteur				
		236 375	252 559	268 762
Préscolaire		1,2%	1,3%	1,4%
Fondamental cycle 1		35,3%	36,2%	36,8%
Fondamental cycle 2		14,7%	14,5%	14,7%
Secondaire		11,2%	10,8%	10,6%
Normal		4,5%	4,1%	3,9%
Technique et professionnel		9,6%	9,9%	10,4%
Formation professionnelle		1,0%	1,3%	1,5%
Alphabétisation et non-formel		5,3%	4,9%	4,6%
Enseignement supérieur et Recherche		17,2%	17,1%	16,2%
Total		100,0%	100,0%	100,0%

Cadre indicatif FTI				
Ressources propres en pourcentage du PIB	17,0%	16,5%	16,5%	16,6%
% des dépenses courantes hors dette de l'état allant à l'éducation	0,0%	29,3%	29,7%	30,0%
Ressources totales pour l'éducation (millions de FCFA)		168 438	180 469	193 320
Part des ressources nationales allouées au fondamental 1+F2+FORMATION+NF	73,1%	61,9%	63,0%	64,1%
Ressources domestiques totales allouées au fondamental 1 (en millions de FCFA)		104 182	113 658	123 932
Part des ressources nationales allouées au fondamental 1	50,0%	38,7%	39,8%	41,0%
<i>Année cible</i>	2020			
Part des ressources nationales allouées au F2+Formation des maîtres+AENF	23,1%	23,1%	23,1%	23,1%
Ressources totales allouées aux autres niveaux		64 256	66 811	69 388

Gap pour les dépenses courantes d'expansion du système (millions de Fcfa)

Précolaire+F1+NF+Formation enseignant F1+F2		-2 326	-5 646	-7 252
Autres niveaux		-3 996	-9 439	-13 360
Total gap		-6 322	-15 086	-20 611
Taux de dépendance global		4%	8%	10%
Taux de dépendance précolaire+F1+NF+Formation enseignants F1+F2		2%	5%	6%

Taux de change USD **450**

	millions Fcfa
Gap cumulé sur dépenses courantes 2010-2012	
Précolaire+F1+NF+Formation enseignant F1+F2	-15 225
Autres niveaux	-26 794
Total	-42 019

Taux de dépendance sur dépenses courantes 2010-2012	
Précolaire+F1+NF+Formation enseignant F1+F2	4%
Autres niveaux	11%
Total	7%

Dépenses en capital

Précolaire (public et communal)

Expansion				
Coût par salle équipée (000 Fcfa)	5 000			
Nombre de salles utilisées (stock)		598	747	917
Nombre d'élèves par salle de classe	35	44	44	43
Besoin en nouvelles salles		130	149	170
Dépenses totales d'expansion (millions Fcfa)		648	744	850
Réhabilitation				
% de salles à réhabiliter sur le stock de salles utilisées	15%			
Année de début des réhabilitations	2010			
Nombre d'années nécessaires pour la réhabilitation	5			
Nombre de salles réhabilitées par an		14	14	14
Coût de réhabilitation en % du coût d'une salle neuve	25%			
Dépenses totales de réhabilitation		17	17	17
Entretien (Pris en comptes dans les charges courantes)				
Coût de l'entretien en % du coût par salle neuve	2%			
Dépenses d'entretien		45	58	73
Dépenses totales (millions Fcfa)		665	761	867

Fondamental 1 (Publics et communautaires)

Expansion				
Coût par salle équipée (000 Fcfa)	7 000			
Nombre de salles utilisées (stock)		27 681	30 032	32 529
Nombre d'élèves par salle	50	58	57	56
Besoin en nouvelles salles		2 215	2 352	2 497

Dépenses totales d'expansion (millions Fcfa)		15 506	16 462	17 478
Réhabilitation				
% de salles à réhabiliter sur le stock de salles utilisées	15%			
Année de début des réhabilitations	2010			
Nombre d'années nécessaires pour la réhabilitation	5			
Nombre de salles réhabilitées par an		721	721	721
Coût de réhabilitation en % du coût d'une salle neuve	25%			
Dépenses totales de réhabilitation		1 262	1 262	1 262
Cantines scolaires				
Equipement (millions Fcfa) / an	1 500	1 500	1 500	1 500
Entretien (Pris en comptes dans les charges courantes)				
Coût de l'entretien en % du coût par salle neuve	2%			
Dépenses d'entretien		3 464	3 774	4 104
Dépenses totales (millions Fcfa)		18 269	19 225	20 240

Fondamental 2 (Publics et communautaires)

Expansion				
Coût par salle équipée (000 Fcfa)	8 500			
Nombre de salles utilisées (stock)		4 937	5 611	6 363
Nombre d'élèves par salle	50	83	79	76
Besoin en nouvelles salles		605	673	752
Dépenses totales d'expansion (millions Fcfa)		5 139	5 724	6 392
Réhabilitation				
% de salles à réhabiliter sur le stock de salles utilisées	15%			
Année de début des réhabilitations	2010			
Nombre d'années nécessaires pour la réhabilitation	5			
Nombre de salles réhabilitées par an		119	119	119
Coût de réhabilitation en % du coût d'une salle neuve	25%			
Dépenses totales de réhabilitation		253	253	253
Construction et équipement de Labo				
Nombre à construire	703 communes			
Année de début des constructions	2011			
Nombre d'années nécessaires pour la réhabilitation	2			
Coût unitaire	30			
Dépenses totales de construction				
Cantines scolaires				
Construction/Equipement (millions Fcfa)	5 000	3 000	5 000	5 000
Entretien (Pris en comptes dans les charges courantes)				
Coût de l'entretien en % du coût par salle neuve	2%			
Dépenses d'entretien (Pris en comptes dans les charges courantes)		537	614	700
Dépenses totales (millions Fcfa)		8 392	10 977	11 645

Secondaire Général

Expansion				
Coût par salle équipée (000 Fcfa)	45 000			
Nombre de salles utilisées (stock)		661	709	755
Nombre d'élèves par classe	80	88	87	86
Besoin en nouvelles salles		49	48	46
Dépenses totales d'expansion (millions Fcfa)		2 185	2 140	2 073
Réhabilitation				
% de salles à réhabiliter sur le stock de salles utilisées	15%			
Année de début des réhabilitations	2010			
Nombre d'années nécessaires pour la réhabilitation	5			
Année de fin de réhabilitations	2 015			
Nombre de salles réhabilitées par an		17	17	17
Coût de réhabilitation en % du coût d'une salle neuve	25%			
Dépenses totales de réhabilitation		192	192	192
Entretien (Pris en comptes dans les charges courantes)				
Coût de l'entretien en % du coût par salle neuve (Pris en comptes dans les charges courantes)	2%			
Dépenses d'entretien		536	580	623

Dépenses totales (millions Fcfa)		2 377	2 332	2 265
ETP				
Expansion				
Coût par salle équipée (000 Fcfa)	140 000			
Nombre de salles utilisées (stock)		229	276	338
Nombre d'élèves par classe	40	60	58	56
Besoin en nouvelles salles		34	47	61
Dépenses totales d'expansion (millions Fcfa)		4 823	6 642	8 591
Rhéhabilitation				
% de salles à réhabiliter sur le stock de salles utilisées	15%			
Année de début des réhabilitations	2010			
Nombre d'années nécessaires pour la réhabilitation	5			
Année de fin de réhabilitations	2 015			
Nombre de salles réhabilitées par an		5	5	5
Coût de réhabilitation en % du coût d'une salle neuve	25%			
Dépenses totales de réhabilitation		176	176	176
Entretien (Pris en comptes dans les charges courantes)				
Coût de l'entretien en % du coût par salle neuve	2%			
Dépenses d'entretien (Pris en comptes dans les charges courantes)		530	627	759
Dépenses totales (millions Fcfa)		5 000	6 819	8 767
CED/CAFE				
Expansion				
Coût par salle CED (000 Fcfa)	3 500			
Coût par salle CAFE (000 Fcfa)	12 000			
Nombre de salle CED (stock)		1 967	2 214	2 389
Nombre d'élèves par salle CED	30	24	25	25
Besoin en nouvelles salles CED		317	247	175
Nombre de salle CAFE (stock)		24	28	32
Nombre d'élèves par salle CAFE	35	39	39	38
Nouvelles salles CAFE prévu /an	4	4	4	4
Année de fin de construction des salles CAFE	2013			
Dépenses totales d'expansion (millions Fcfa)		1 158	911	661
Rhéhabilitation				
% de salles à réhabiliter sur le stock de centres utilisés	15%			
Année de début des réhabilitations	2010			
Nombre d'années nécessaires pour la réhabilitation	5			
Année de fin de réhabilitations	2 015			
Nombre de centres réhabilités par an		126	126	126
Coût de réhabilitation en % du coût d'un centre neuf	25%			
Dépenses totales de réhabilitation		110	110	110
Entretien (Pris en comptes dans les charges courantes)				
Coût de l'entretien en % du coût par salle neuve	2%			
Dépenses d'entretien (Pris en comptes dans les charges courantes)		107	129	146
Dépenses totales (millions Fcfa)		1 267	1 021	771
Formation professionnelle				
Expansion				
Coût par centre (000 Fcfa)	315 000			
Nombre de centres (stock)		5	6	7
Besoin en nouveaux centres/an	1	0	1	1
Année de démarrage des constructions	2011			
Dépenses totales d'expansion (millions Fcfa)		0	315	315
Rhéhabilitation				
Nombre d'années nécessaires pour la réhabilitation	5			
Année de fin de réhabilitations	2 015			
Nombre de salles réhabilitées par an		1	1	1
Coût de réhabilitation en % du coût d'une salle neuve	25%			
Dépenses totales de réhabilitation		39	39	39
Equipement entreprises artisanales et agricoles				
Année de début des équipements	2011			

Coût d'un équipement (000 Fcfa)	10 000			
Nombre d'entreprises équipées par an	50			
Dépenses totales équipement entreprises		0	500	500
Entretien (Pris en comptes dans les charges courantes)				
Coût de l'entretien en % du coût par salle neuve	2%			
Dépenses d'entretien		28	28	35
Dépenses totales (millions Fcfa)		39	854	854
Récapitulatif des dépenses d'investissement par sous secteur (en millions de FCFA)				
Précolaire		665	761	867
Fondamental cycle 1		18 269	19 225	20 240
Fondamental cycle 2		8 392	10 977	11 645
Secondaire		2 377	2 332	2 265
Normal				
Technique et professionnel		5 000	6 819	8 767
Formation professionnelle		39	854	854
Alphabétisation et non-formel		1 267	1 021	771
Enseignement supérieur et Recherche		25 605	15 016	9 420
Total		61 615	57 005	54 831
Gap sur dépenses courantes et en capital				
Précolaire+F1+NF+Formation enseignant F1+F2		-30 919	-37 631	-40 776
Autres niveaux		-37 018	-34 460	-34 666
Total gap		-67 937	-72 090	-75 442
Taux de dépendance global		29%	29%	28%
Taux de dépendance précolaire+F1+NF+Formation enseignants F1+F2		26%	28%	28%
Appui PTF				
Gap cumulé sur dépenses courantes et en capital 2010-2012	millions Fcfa	millions Fcfa	Millions USD	GAP NET
Précolaire+F1+NF+Formation enseignant +F2	-109 326			
Autres niveaux	-106 144			
Total	-215 469	119000	264	(214)

ANNEXE IV
Valorisation des dépenses complémentaires

Investissements complémentaires	Quantité	Coût unitaire	(En millions de Francs CFA)		
			2 010	2 011	2 012
Chaîne de radio éducative	1	3 500	1 167	1 167	1 167
Construction et équipement d'AE	8	180	360	540	540
Construction et équipement de CAP	20	120	720	840	840
Bâtiments au niveau central	1	10 500	500	5 000	5 000
		Total	2 747	7 547	7 547

Fonctionnement complémentaire

	2011	2012
Motivation Enseignants des zones d'accès difficile	3 393	3 713

CADRE LOGIQUE DU PISE III 2010_2012

HIERARCHIE DES OBJECTIFS	INDICATEURS (aux niveaux national et régional)	SUIVI-EVALUATION RESPONSABILITE	HYPOTHESES CRITIQUES
<p><u>Stratégie pays :</u></p> <p>Equité sociale et réduction de la pauvreté</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) l'accroissement de l'indice de développement humain 2) l'accroissement du revenu moyen des pauvres 		
<p><u>Objectif du programme (2015) :</u></p> <p>Tous les enfants Maliens achèvent une éducation de base de qualité et le secteur éducatif fournit au pays les ressources humaines nécessaires à son développement</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) la couverture pré scolaire passe de 5% en 2009 à 10% en 2015 2) le taux d'admission : 100 % dans le premier cycle de l'enseignement fondamental 3) le taux d'achèvement pour le premier cycle : 80,8% 4) le taux d'achèvement dans le second cycle du fondamental : 53,3% 5) le taux de redoublement : réduit à 8,8% pour le 1^{er} cycle et à 9,9% pour le 2^{ème} cycle 6) 9,8% des enfants non scolarisés et déscolarisés de 9 à 15 ans ont accès à un CED 7) 100% des adultes analphabètes identifié en 2008, accèdent à un CAF ou à un CAFé 8) le nombre de nouveaux auditeurs passe de 69 443 en moyennes par an à 206 275 9) le nombre des non scolarisés et déscolarisés est de 66 655 en 2015 10) le % de la population ciblée dans la formation professionnelle passe de 2% en 2009 à 11% en 2015. 11) 50% des titulaires du DEF ont accès à la Formation Technique et Professionnelle. 12) le ratio élèves classe passe de 70 (en 10^{ème}) à 50 en 2015 13) le % de bacheliers allant dans les Universités publiques passe de 95% en 2009 à 75,9% en 2015 par la régularisation des flux 	<p style="text-align: center;">Annuaire des statistiques de l'Education (CPS)</p>	<p><i>La mise en œuvre des mesures est handicapée par :</i></p> <p><i>- le faible niveau des ressources financières mises à disposition.</i></p> <p><i>-la faible capacité des Ressources Humaines à tous les niveaux</i></p> <p><i>-la faible capacité de gestion des services des Ministères.</i></p> <p><i>-la faible capacité de gestion des Collectivités Territoriales (CT).</i></p> <p><i>-la faible contribution des CT au financement du programme.</i></p> <p><i>Les modalités de gestion financière respectent les procédures nationales.</i></p>

<p>Objectif de développement de Phase III (2010-2012) :</p> <p>Plus d'enfants achèvent une scolarité de qualité dans l'éducation de base et dans l'enseignement technique et professionnel et l'accès aux enseignements Secondaire Général et Supérieur est mieux régulé pendant la phase III</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) le taux de pré scolarisation passe de 5% en 2009 à 7% en 2012 2) le taux d'achèvement en 2012: <ul style="list-style-type: none"> -1^{er} cycle : passe de 55,7% en 2009 (47,2%F) à 69,3% -2^{ème} cycle : passe de 31,7% en 2009(24,3% F) à 43,5% -secondaire général : passe de 8 % en 2008 à 10 % 3) le taux brut d'admission en 2012 : <ul style="list-style-type: none"> -1^{er} cycle : passe de 82%en 2009 (70,4%F) à 91,2% (Réduction de l'écart entre filles garçons de 18à 15 points) -2ème cycle : passe de 49,6% en 2009 (39% F) à 56,1% -ETFP : le taux moyen d'admission aux examens passe de 62 à 70% -ESGS : le Taux d'accès en 10^{ème} passe de 16,1% à 17,8% 4) le taux brut de scolarisation (TBS) en 2012 : <ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} cycle : passe de 82% en 2009(73% F) à 90% ; - 2ème cycle : passe de 49,6 % en 2009 (39%F) à 57% ; 5) Au moins 60% (au lieu de 90% proposés) des élèves ont acquis les compétences exigibles en lecture et en mathématiques après 6 ans de scolarisation en 2012 ; 6) le pourcentage de redoublement est réduit : <ul style="list-style-type: none"> - au 1^{er} cycle de 13,4% en 2009 (13,7%F) à 11,1% - au 2^{ème} cycle de 14,9% en 2009(16,6%F) à 12,9 % - au secondaire de 18,9*%en 2009 à 16,5% 7) Alphabétisation : le nombre de nouveaux auditeurs passe de 69 443 en moyennes par an à 206 275 8) le nombre d'apprenants CED passe de 38 560 en 2009 à 60 145 en 2012. 9) le nombre de filières développé dans le secteur primaire passe de 15 à 45 10) au moins 50% des formations par apprentissage sont orienté vers le secteur agro sylvo-pastoral en 2012 11) la création de 15 nouvelles filières techniques et professionnelles adaptées aux besoins de l'économie. 12) le ratio élèves classe passe de 70 (en 10^{ème}) à 60 en 2012 13) le taux de réussite au bac passe de 35,6% en 2009 à 40% en 2012. 14) le % de bacheliers allant dans l'enseignement public passe de 95% en 2009 à 85,5% en 2012. 15) l'offre de formation technique et professionnelle est développée dans le public pour accueillir 7 500 élèves supplémentaires, dont 3 416 (avec 30% de filles) dans les filières industrielles et agro-sylvo-pastorales d'ici à 2012 	<p>Rapports statistiques (CPS/AE)</p> <p>Rapports de Suivi et d'évaluation du Programme (MEN/PTF)</p>	<p>La mise en œuvre des mesures est handicapée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le faible niveau des ressources financières mises à disposition. -la faible capacité des Ressources Humaines à tous les niveaux -la faible capacité de gestion des services des Ministères. -la faible capacité de gestion des Collectivités Territoriales (CT). -la faible contribution des CT au financement du programme. -la faible contribution du secteur privé au financement du programme. -le déficit de communication aux différents niveaux. <p>Les modalités de gestion financière respectent les procédures nationales.</p>
---	---	---	---

Composante 1 : Education de Base

<p><u>Sous-composante 1 :</u> Petite enfance et Education préscolaire</p>	<p>1) 7% (5% en 2009) des enfants de 4 à 6 ans ont accès à une éducation préscolaire de qualité ;</p>	<p>Rapports statistiques (CPS/AE)</p> <p>Rapports de Suivi et d'évaluation du Programme (MEN/PTF)</p>	<p><i>La mise en œuvre des mesures est handicapée par :</i></p> <p><i>- le faible niveau des ressources financières mises à disposition.</i></p> <p><i>-la faible capacité des Ressources Humaines à tous les niveaux</i></p> <p><i>-la faible capacité de gestion des services des Ministères.</i></p> <p><i>-la faible contribution du secteur privé au financement du programme.</i></p> <p><i>-le déficit de communication aux différents niveaux.</i></p>
<p><u>Sous composante 2 :</u> Enfants à besoins éducatifs spéciaux</p>	<p>1) le taux de prise en charge des enfants à besoins éducatifs spéciaux ; 2) le taux de promotion des enfants à besoins éducatifs spéciaux aux différents niveaux du système.</p>		
<p><u>Sous composante 3 :</u> Scolarisation des filles</p>	<p>1) la réduction de l'écart Fille/garçon de 18 à 15 points de pourcentage ; 2) Faire passer le nombre d'enseignante de 35% en 2009 à 45% en 2012, 3) Le nombre d'école disposant de blocs de latrines séparées filles/ garçons</p>		

<p>Sous- composante 4 :</p> <p>Enseignement fondamental</p> <p>4.1 Le curriculum de l'enseignement fondamental</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) 2 500 écoles sont impliqués dans le curriculum ; 2) la formation de 17 850 maîtres au curriculum intégrant les différents modules ; 3) le développement de 10 modules ; 4) la formation de 750 enseignants à la mise à l'essai du curriculum du fondamental niveau 4 ; 		<p><i>-la faible contribution des CT au financement du programme.</i></p>
<p>4.2 L'évaluation des apprentissages</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Disponibilité des tests standardisés en LC et en SMT ; 2) la formation de 328 formateurs des services centraux et déconcentrés à l'utilisation des outils d'évaluation standardisés 	<p>Rapport d'évaluation du CNE</p>	<p><i>Les modalités de gestion financière respectent les procédures nationales.</i></p>
<p>4.3 Manuels scolaire, livres de bibliothèque et matériels didactiques</p> <p><i>4.3.1 les manuels scolaires</i></p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) chaque élève du niveau 1 dispose d'un (01) manuel de mathématique et d'un (01) manuel de langue nationale ; 2) chaque élève des niveaux 2 et 3 dispose d'un manuel de langue nationale, d'un (01) de français, d'un (01) de mathématique, d'un (01) de sciences et d'un (01) d'éducation civique et morale ; 3) chaque élève du niveau 4 dispose d'un (01) manuel de français, d'un (01) de mathématiques ; d'un (01) d'éducation civique et morale, d'un (01) d'histoire, d'un (01) de géographie, d'un (01) de sciences physiques et d'un (01) de sciences naturelles ; 4) existence de manuels acquis en mode décentralisé ; 	<p>L'annuaire statistique (MEALN/CPS) et rapport des CAP</p>	
<p><i>4.3.2 Coins de lecture et livres de bibliothèques,</i></p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) la dotation de 50% des écoles du 1^{er} cycle en coin lecture ; 2) la dotation de 25% des écoles du 2^{ème} cycle en bibliothèques ; 3) l'élaboration d'un module de formation d'enseignants, à l'utilisation et à la gestion pédagogique des livres de bibliothèques et des coins lecture ; 4) La formation des enseignants des écoles dotées de coin lecture et de bibliothèque à la gestion pédagogique ; 5) l'organisation de concours de lecture et d'écriture (inter-classes et inter-écoles); 6) l'organisation d'activités d'animation autour des livres des bibliothèques (jeux didactiques entre classes, entre écoles, 		

	<p>lecture de contes) ; 7) l'attribution de prix aux écoles et aux maîtres favorisant la culture de la lecture, de l'écriture.</p>		
<p>4.4 Promotion de l'éducation scientifique et technologique dans le niveau 4</p>	<p>1) La construction et équipement en mobilier et supports didactiques de quinze (15) blocs ; 2) La dotation de kits de matériel dans 22 écoles abritant les laboratoires ; 3) La formation des formateurs et des enseignants des 22 écoles (soit 154) à l'intégration des travaux pratiques et des TIC dans l'enseignement des sciences au fondamental ;</p>		
<p>4.5 : L'accès et l'achèvement sont améliorés. <i>4.5.1 Accès</i></p>	<p>1) la construction de 2 669 salles de classe en moyenne par an dont 2 103 pour le 1er cycle construites et équipées ; 2) la réhabilitation de 940 salles de classe dont 721 pour le 1er cycle 3) la réalisation de 700 points d'eau ; 4) la création de 135 classes/cours de niveau 4 dans les communes ; 5) la construction et l'équipement de 300 Ecoles à Classes Unique (ECU) dans les zones à faible densité de population scolaire, prioritairement dans les régions de Gao, Kidal, Mopti et Tombouctou et dans les zones nord de Kayes, Koulikoro et de Ségou ; 6) l'installation de 200 écoles mobiles ; 7) la transformation de 20% par an des écoles communautaires en écoles communales ; 8) l'élaboration de carte scolaire par les Collectivités Territoriales ; 9) la réhabilitation de 1 725 (dont 1 064 par les PTF) cantines existantes (construction de magasins, de réfectoires et de cuisines et dotation prioritaire en vivres) dans les 166 communes en insécurité alimentaire ; 10) l'approvisionnement en vivres et la fourniture d'équipements des cantines ; 11) la création (construction, équipement et dotation en vivres) de 124 nouvelles cantines subventionnées ; 12) l'expérimentation de 10 cantines intégrées (projet de développement de l'économie locale prenant en compte le fonc-</p>		

<p><i>4.5.2 Achèvement</i></p>	<p>tionnement de la cantine) ; 13) le suivi des activités par les CAP sous la supervision des AE et du niveau central ; 14) l'organisation de campagnes d'information/sensibilisation ; 15) l'élaboration du manuel de gestion des cantines scolaires ; 16) le renforcement des capacités des différents intervenants à la gestion de l'alimentation scolaire.</p> <hr/> <p>1) le taux d'achèvement au 1^{er} cycle passe de 55,7% en 2009 à 69,3% en 2012 2) le pourcentage de redoublement passe de 13,4% au 1^{er} cycle à 11,1% en 2012; 3) le Ratio Elèves-Maitre (REM) dans les écoles publiques et communautaires passe de 62 en 2009 à 50 en 2012.</p>		
<p>4.6 Education Physique et Sportive(EPS) et santé scolaire</p> <p><i>4.6.1 Education Physique et Sportive</i></p> <p><i>4.6.2 Santé à l'école</i></p>	<p>1) l'équipement des écoles fondamentales en matériel sportif ; 2) l'aménagement de 70 terrains multisports (1 par CAP) ; 3) l'organisation de compétitions sportives inter classes, inter écoles, inter CAP, inter académies ; 4) l'organisation annuelle de la semaine nationale du sport scolaire et universitaire.</p> <hr/> <p>1) l'élaboration, la validation et la mise en œuvre de la politique de santé à l'école ; 2) la mise en place de clubs de santé opérationnels dans les écoles/ établissements ; 3) la formation des enseignants en Santé Hygiène Nutrition, au Paludisme, aux Mutilations Génitales Féminines, au VIH /Sida ; 4) la formation des structures d'appui de l'école (CGS, AME) en santé à l'école ; 5) l'acquisition et la distribution de micronutriments et de déparasitant ;</p>		

<p><u>Sous-composante 5 :</u></p> <p>Enseignement Normal</p> <p>5.1. F° initiale</p> <p>5.2 F° Continue</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) 22 594 élèves-maîtres en 2010-2012 suivent les cours de formation pour le F1 et 10 924 pour le F2. ; 2) environ 2 175 élèves-maîtres sortent des IFM par an pour le F1 et 1 291 pour le F2. ; 3) 1 200 enseignants contractuels formés par an via la SARPE ; 4) 60 formateurs d'IFM de profils d'enseignants recrutés par an ; 5) la dotation des IFM de 30 000 manuels et guides en cours dans le fondamental ; 6) la dotation des bibliothèques en 500 ouvrages pour chacun des 14 IFM et de 2 000 ouvrages pour chacun des nouveaux IFM ; 7) la formation de 2 bibliothécaires par IFM et des écoles d'application ; <hr/> <ol style="list-style-type: none"> 1) la mise à niveau des sortants des IFM, des enseignants des écoles communautaires (6 000 à raison de 2000/an), des écoles mobiles (300 à raison de 100/an) et ceux issus de la SARPE (1 000) ; 2) le renforcement des maîtres de la première cohorte (en 2005) de la généralisation du curriculum (17 850 enseignants). 3) La formation de 1 100 directeurs, d'enseignants et de 160 conseillers pédagogiques des médersas. 		<p><i>La carrière enseignante est attrayante pour les bacheliers</i></p> <p><i>Les sortants des IFM acceptent d'enseigner en milieu rural.</i></p>
<p><u>Sous-composante 6 :</u></p> <p>Développement de l'éducation non formelle</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) 6,7% (3,6% en 2009) des enfants non scolarisés ou déscolarisés de 9-15 ans ont accès à un CED ; 2) l'alphabétisation de 206 375 personnes par an à raison de 32 500 F CFA C.U ; 3) 246 CED en moyenne par an (2 salles de classe, 2 ateliers de formation pratique, un bloc de 3 latrines, un point d'eau, une aire d'essai, un magasin) sont construits, 4) nouveaux CAFé sont construits, 5) Deux centres multifonctionnels par région sont construits et équipés, 6) 126 structures d'éducation non formelle par an sont réhabilitées, 7) la formation initiale par an, de 600 éducateurs et 7 000 animateurs ; 8) l'impression et dotation de 825 500 manuels par an pour les 	<p>Rapports bilans (CNR-ENF/AE)</p> <p>Rapports statistiques (CPS/CNR-ENF)</p> <p>Rapports statistiques (CPS/CNR-ENF)</p>	

	apprenants ; 9) 280 bibliothèques villageoises sont mises en place.		
Composante II : Enseignement Secondaire Général			
la qualité des apprentissages est améliorée par la réduction des effectifs, la maîtrise des coûts et la diversification des filières.	<ol style="list-style-type: none"> 1) la finalisation du curriculum ; 2) la construction et équipement de dix (10) lycées publics dans les cercles ; 3) la réhabilitation de 41 salles de classe ; 4) la formation de l'ensemble des enseignants, du personnel administratif et pédagogique des établissements des AE et des CT ; 5) le recrutement et la formation initiale de 90 nouveaux inspecteurs du secondaire ; 6) la dotation des cinq (05) inspections du secondaire en moyens logistiques ; 7) l'équipement de 10 salles informatiques dans les nouveaux lycées ; 8) le renforcement de la dotation en manuels scolaires de 60 lycées publics et 25 lycées privés recevant les élèves de l'Etat sur trois (3) ans ; 9) l'équipement les CDI de 60 lycées publics en mobilier, matériel informatique et logiciel de gestion et d'animation ; 10) le recrutement de 704 enseignants pour le secondaire général sur la période du programme par les CT ; 11) l'élaboration du cahier des charges de l'Enseignement Secondaire Général privé ; 12) l'élaboration de la politique d'encadrement pédagogique. 	<p>rapport de suivi des collectivités territoriales</p> <p>Rapports de formation (DNESG, IES, CPS)</p> <p>Rapport de suivi des établissements (DNESG, DAF, CPS)</p> <p>Rapports de suivi (CPS/CADDE/AE)</p> <p>(CT)</p>	
Composante III : Enseignement Technique et Professionnel			
L'offre publique de formation technique et professionnelle est améliorée en vue d'une meilleure employabilité des sortants.	<ol style="list-style-type: none"> 1) le taux de transition reste constant à 23%, permettant l'augmentation des effectifs orientés vers l'ETP, de 22 358 en 2009 à 29 525 en 2012 ; 2) l'accueil de 2 000 élèves supplémentaires d'ici 2012 dans les filières industrielles et agro-sylvo-pastoral dont 30% de filles 3) la construction, l'équipement en machines, appareillage et outillage de 5 Instituts de formation professionnelle (IFP (1 du programme présidentiel). dont 3 à vocation agropastorales et 2 à vocation industrielle, et de 9 lycées techniques (1 du programme présidentiel) ; 	Rapports des AE /CAP	<p><i>Les services décentralisés exercent leurs compétences pour la création et la gestion des structures de formation professionnelle en relation avec les services décentralisés de l'Etat.</i></p> <p><i>L'autonomie de gestion des structures d'enseignement et de formation professionnelle est assurée.</i></p>

	<ol style="list-style-type: none"> 4) la poursuite de la construction, le l'équipement de 2 IFP (Kayes et Kidal) et la rénovation d'1 IF (Kayes) ; 5) l'extension / la rénovation de 4 IFP (Macina, Bla, Fana et San) ; 6) l'équipement de 9 ateliers existant en MAO (Machine Appareillage Outillage) ; 7) La poursuite de la rénovation du lycée Technique de Bamako et la construction, l'équipement de 3 ateliers ; 8) la formation continue de (i) 1 500 enseignants des centres de formation ; (ii) 8 agents de maintenance ; (iii) de 20 documentalistes ; (iv) 150 gestionnaires ; 9) le recrutement de 240 formateurs et de 7 agents de maintenance ; 10) le recrutement de 10 inspecteurs (un par filière) ; 11) l'élaboration de 10 programmes en APC intégrant l'utilisation des TIC ; 12) la mise à l'essai de l'approche par qualité dans 2 filières (agroalimentaire, hôtellerie) ; 13) la construction et l'équipement de 10 nouveaux CDI dans des établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle ; 14) la formation de 30 gestionnaires et 50 formateurs des centres à l'approche qualité ; 15) la mise en place de 20 Comités de Gestion dans les IFP/CFP ; 16) la création de cellules d'insertion des sortants de l'ETP dans trois (03) établissements de formation professionnelle publics et dans deux (02) établissements du privé ; 		<p><i>Le secteur privé est impliqué dans la formation, la gestion et l'insertion des diplômés de l'ETP</i></p>
--	---	--	--

Composante IV : Formation Professionnelle

<p>Le niveau de qualification des personnes non scolarisées, déscolarisées et adultes analphabètes est améliorée en vue de répondre à une meilleure insertion sur le marché du travail.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) le nombre de jeunes déscolarisés suivant une formation passe de 1 040 en 2010, à 4 072 en 2011 à 5 521 en 2012 soit un total de 10 633 ; 2) Le nombre de non scolarisés suivant une formation passe de 2 903 en 2010 à 6 975 en 2011, à 7 045 en 2012, soit un total de 16 922 sur la période ; 3) Le nombre d'adultes analphabètes en formation passe de 1 103 en 2010 à 3 439 en 2011 à 3 474 en 2012, soit un total de 8 016 ; 4) le Nombre de maitres d'apprentissages/ formateurs endogènes a former passe de 783 en 2009 à 967 en 2012 ; 5) Le taux de réussite au Certificat de Fin d'Apprentissage a atteint 90 % ; 	<p>Rapports de suivi, et d'évaluation (DNFP/FAFPA FAFPA-APEJ-ANPE)</p>	<p><i>La capacité de financement de la Formation Professionnelle par les différents acteurs (Etat, Collectivités Territoriales, Secteur Privé)</i></p>
--	--	--	--

Composante V : Enseignement Supérieur

<p>améliorer le rendement interne de l'enseignement supérieur et accroître sa cohérence avec les besoins de l'économie nationale.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Le % de bacheliers allant à l'université public passe de 95% en 2009 à 85,5% en 2012 ; 2) Le taux de réussite au Bac passe de 35,5% en 2009 à 40% en 2012 ; 3) Le % d'étudiants inscrits dans le public passe de 93,3% en 2009 à 74,1% en 2012 ; 4) Le % d'étudiants inscrits dans le privé passe de 6,7% en 2009 à 25,9% en 2012 ; 5) le pourcentage des bénéficiaires de Bourses dans l'enseignement public passe de 29,3% en 2009 à 27,2% en 2012. 	<p>Rapports du rectorat</p>	<p><i>La croissance annuelle du budget de l'enseignement supérieur est soutenue.</i></p> <p><i>La part des bourses dans le budget de l'enseignement supérieur est plafonnée.</i></p>
--	--	-----------------------------	--

ANNEXE VI : BESOINS PHYSIQUES CDMT Education

**EDUCATION DE BASE ET ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRES**

	besoins en personnel		constructions salles		rehabilitation	
	moyens /an	total 2010-2012	moyenne/an	total 2010-2012	moyenne/an	total 2010-2012
Prescolaire			149	448	14	42
Enseignement fondamental	3926	11 777	3203	9 609	840	2 521
secondaire general	235	704	47	142	17	51
enseignement technique et professionnel			48	143	5	15
CED/CAFE			248	743	126	377
TOTAL	4 160	12 481	3 695	11 086	1 002	3 006

	Construction et équipement de Labo			Total
	2010	2011	2012	
Fondamental 2	90	450	450	990

FORMATION PROFESSIONNELLE

	constructions salles		rehabilitation	
	moyenne/an	total 2010-2012	moyenne/an	total 2010-2012
Formation professionnelle (Unité = 1 Centre)	1	2	1	3

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

	besoins en personnel	
	moyens /an	total 2010-2012
enseignement superieur	43	129

	Besoins en infrastructure			Total
	2010	2011	2012	
Nb de places à construire Université Bamako filières générales	1 655			1 655
Nb de nouvelles places à construire Pôles régionaux	1 295	1 150		2 445
Nb de nouvelles places pour filières professionnelles et scientifiques	1 282	666	476	2 424
Réhabilitations Université de Bamako	1 000	1 000	1 000	3 000
Nb de nouvelles place à réhabiliter Gds Ecoles	200	200	200	600
Construction de lits (aménagement de sites)	1 163	903	686	2 752
Sites de restauration (nb étudiants)	1 822	1 813	1 689	5 323

QUANTITATIF DES INVESTISSEMENTS COMPLEMENTAIRES DU MODELE

	2010	2011	2012	Total
Chaîne de radio éducative	33%	33%	33%	1
Construction et équipement d'AE	2	3	3	8
Construction et équipement de CAP	6	7	7	20
Bâtiments au niveau central	5%	47,5%	47,5%	1

QUANTITATIF DU FONCTIONNEMENT COMPLEMENTAIRE DU MODELE

	Enseignants à motiver			Total
	2010	2011	2012	
Motivation des 25% des enseignants des zones d'accès difficile	-	11 311	12 376	23 687